



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Bénin

Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de mission: 18 avril au 3 mai 2013

Date du document: 28/05/2013

Numéro du projet: 1331

Numéro du rapport: 3124-BJ

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iv
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du PACER	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du PACER	6
E. Aspects fiduciaires	11
F. Durabilité	15
G. Autres : Prise en compte du genre	16
H. Conclusion	17

Liste des illustrations

Néant

Liste des tableaux

Tableau 1 : Recommandations relatives aux effets et produits
Tableau 2 : Recommandations relatives à l'avancement
Tableau 3 : Recommandations relatives aux activités de transition vers le PAPSFRA
Tableau 4 : Situation du prêt et du don
Tableau 5 : Situation des engagements par année
Tableau 6 : Recommandations relatives aux aspects fiduciaires
Tableau 7 : Recommandations relatives à la durabilité

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PACER et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	31
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	34
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	39
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	41
Appendice 7:	Gestion des savoirs : apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

ADV	Association de développement villageois
AGR	Activité génératrice de revenu
ANO	Avis de non objection
ASF	Association de Services Financiers
ASMAB	Association de Solidarité des Marchés du Bénin
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque ouest africaine de développement
CARDER	Centre Agricole Régional pour le Développement Rural
CeCPA	Centre communal pour la promotion agricole
CeRPA	Centre régional pour la promotion agricole
CNA	Comité national d'approbation
COSTAB	Tableaux des coûts du projet
CP	Chargé de programme
CPEC	Coopérative pour la promotion de l'épargne et du crédit
CPM	Country portfolio manager
CRA	Comité régional d'approbation
CREE	Créer son entreprise
CSE	Cellule de suivi évaluation
DAGRI	Direction de l'agriculture
DANO	Demande d'avis de non objection
DNCMP	Direction nationale de contrôle des marchés publics
DON EU	Projet de la facilité alimentaire de l'Union européenne
DPD	Demande de paiement direct de fonds
DPLR	Direction de la planification et de la législation rurale
DPP	Directeur de la programmation et de la prospective
DPQC	Direction de la promotion de la qualité et du conditionnement des produits agricoles
DRF	Demande de remboursement de fonds
DTS	Droits de tirage spéciaux
Ex-PDRT	Programme de Développement des Plantes à Racines et Tubercules
FAF	Fonds d'appui aux filières
FAFA	Facilité d'appui aux filières agricoles
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSA/UAC	Faculté des Sciences agronomique de l'Université d'Abomey-Calavi
GERME	Gérer mieux son entreprise

IF	Institution financière
IMF	Institution de micro-finance
INRAB	Institut national des recherches agricoles du Bénin
IR	Infrastructures rurales
MAEP	Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche
MER	Micro-entrepreneur rural
MPE	Micro et Petite Entreprise
MSFP	Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité
ONASA	Office national d'appui à la sécurité alimentaire
ONG	Organisation non gouvernementale
OPP	Opérateur Partenaire Polyvalent
OPS	Opérateur Partenaire Spécialisé
PACER	Projet d'appui à la croissance économique rurale
PADER	Programme d'appui au développement rural
PADME	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement des Micro-Entreprises
PAO	Plans annuels d'opération
PAPSFRA	Projet d'appui à la promotion des services financiers ruraux adaptés
PDMT	Plan de développement à moyen terme des filières
PNOPPA	Plateforme nationale des organisations paysannes et producteurs agricoles du Bénin
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PRMP	Personne responsable de la passation des marchés publics
ProCAD	Programme cadre de la Banque mondiale pour le Bénin
PROCAR	Programme-Cadre du FIDA pour le Bénin
PSR	Project Status Report
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PUASA	Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire
R/IR	Responsable composante infrastructures rurales
RePaMIF	Réseau des parlementaires pour la micro-finance et les institutions financières
SAE	Service d'appui aux entreprises
SFD	Service financier décentralisé
SG	Secrétaire Général
SONAPRA	Société nationale de promotion agricole
TDR	Termes de référence
UAC	Université d'Abomey-Calavi
UCP	Unité de coordination du projet

A. Introduction¹

1. Au Bénin, les activités du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) sont mises en œuvre à travers le dispositif d'exécution du Programme-Cadre (PROCAR) – précédemment nommé PADER mais dont le nom fût changé à l'achèvement du Programme d'appui au développement rural (PADER). L'approche Programme-Cadre s'est justifiée pour favoriser l'harmonisation, le développement des synergies et complémentarités entre les projets financés par le FIDA au Bénin et minimiser les coûts de coordination et de gestion. Suite à l'achèvement du PADER, le Programme-Cadre ne comprend que le Projet d'appui à la croissance économique et rurale (PACER). Un nouveau projet spécialisé en finance rurale, le Projet d'appui à la promotion des services financiers ruraux adaptés (PAPSFRA), est déjà approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA et attend la signature de l'accord de prêt par les autorités béninoises pour son démarrage. Ainsi, il est anticipé qu'en 2013, le PROCAR comprendra deux projets.

2. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée au Bénin du 18 avril au 03 mai 2013 pour assurer la 6ème supervision du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER, Prêt N° 774-BJ et Don N° DSF 8029-BJ). Cette mission s'est fixée comme objectif d'évaluer la performance globale du Programme-Cadre (PROCAR). Pour ce faire, la mission a passé en revue la mise en œuvre technique, administrative et financière du PACER, ainsi que les mesures préparatoires en vue de l'opérationnalisation du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA), le nouveau projet en finance rurale approuvé au conseil d'administration du FIDA en décembre 2012. Concrètement, la mission a : (i) fait le point et l'examen d'ensemble de la mise en œuvre du PACER ; (ii) évalué la mise en œuvre et les progrès réalisés au niveau de chaque composante ; (iii) fait le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision ; (iv) évalué les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités du projet et fait des propositions pour aplanir ces contraintes ; (v) apprécié l'efficacité des outils de gestion du PROCAR et le respect des clauses de l'Accord de Prêt et les Amendements y afférents ; (vi) évalué les rapports techniques du PACER y compris le rapport de suivi et évaluation ; (vii) évalué les dispositions prises au sein du PROCAR pour le maintien de l'environnement, le ciblage des femmes et des jeunes et assurer la durabilité ; et enfin, (xiii) apprécié l'impact du PROCAR et fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission y compris le « project status report » PSR.

3. À son arrivée à Cotonou, la mission s'est consacrée à la collecte et l'analyse des rapports d'activités, à l'interprétation des informations découlant des missions de suivi sur le terrain effectuées en janvier et mars 2013 par le Point focal/FIDA et le Coordonnateur du PROCAR, et la mission de suivi faite en février par la CPM. Ensuite, la mission s'est rendue sur le terrain où elle a visité les communes de : Djougou (villages Djakpingou et Bougou, et la Mairie de Djougou), Copargo (villages Pabégou et Dalum), Natitingou (CeRPA Natitingou et village Kota Monnongou), Boukoubé (villages Boukoubé et Korontière), Cobly (villages Cobly et Nanagadé). Concrètement, la mission a rencontré : (i) des représentants et animateurs des opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et spécialisés (OPS) du PACER ; (ii) des services décentralisés du MAEP (SAE) ; (iii) des membres et organes représentatifs des Associations de Services Financiers (ASF) et des groupements d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; (iv) des micro entrepreneurs (MER) appuyés par le PACER dont certains précédemment appuyés par le PADER ; (v) des Associations de Développement Villageois (ADV) ; et (vi) les autorités locales (Mairies de Djougou et Cobly). Enfin, la mission a visité certaines

¹ Composition de la mission: La mission était composée de : Mme Beltchika Ndaya, CPM du FIDA pour le Bénin et Chef de mission ; Mme Houessou Abelle, Point focal du FIDA au Bénin ; M. Keyita Matuvanga, Consultant du FIDA responsable de la rédaction du rapport de supervision (Aide-Mémoire, rapport principal, documents de travail et annexes) ; M René Tokannou, Consultant du FIDA en charge de l'évaluation de la composante infrastructure rurale, du suivi évaluation et des aspects durabilité et environnement ; M. Pape Mbaye, Consultant du FIDA en charge des Aspects Financiers et Administratifs. La mission était accompagnée de M. Dieudonné Messan A., Coordonnateur du PROCAR ; M. Inoussa S. Mamadou, Responsable Administratif et Financier ; M. Théophile Sego Sounon ; Responsable de la Cellule Suivi-Evaluation ; M. Georges Ayeni, Assistant au Responsable Suivi-Evaluation ; M. Antonin Alavo, Responsable de la composante ADF ; M. Jean Guédessou, Responsable de la composante IR ; M. Moussa Nassirou, Responsable Finance Rurale ; M. Pierre Sewanou Oza ; M. Claude Kodja, Responsable de l'URA de Djougou ; et M. Tiburce Dandjinou, Assistant Responsable de l'URA de Djougou. La partie gouvernementale était représentée par M. Denis Aniambossou, du Ministère de Développement ; M. Abbas Abdoulaye, du Ministère de l'Agriculture (DPP/MAEP) et M. Moussa Yacoubou, de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

réalisations faites, a mené des discussions avec les différents acteurs rencontrés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet aide-mémoire.

4. Une réunion de débriefing s'est tenue sur le terrain avec les membres du projet et représentants des ministères pour discuter des visites et convenir de quelques recommandations concernant la mise en œuvre des composantes. Des séances d'échanges se sont tenues au siège du projet pour informer l'équipe sur le diagnostic porté quant aux facteurs contributeurs au constat sur la mise en œuvre du PROCAR et PACER et une restitution s'est tenue à Cotonou le 30 avril 2013 en vue de présenter l'aide-mémoire. Lors de cette dernière, présidée par le SG du MAEP des commentaires et recommandations ont été faits et intégrés dans la présente version de l'aide-mémoire signé le 3 mai 2013. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoises, à l'UCP, à l'URA de Djougou, aux partenaires du programme et aux communautés visitées pour leur précieuse collaboration et leur soutien ayant permis le bon déroulement des travaux. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du PACER

5. Le Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER), d'une durée de 6 ans, a démarré en septembre 2010 et est à sa troisième année de mise en œuvre. La revue à mi-parcours interviendra en novembre 2013. La mission a noté que : (i) tous les dispositifs d'appui pour une bonne exécution du projet sont mis en place², (ii) deux sessions des CRA et une session de CNA aient déjà approuvé près de 200 microprojets, et (iii) les processus nécessaires à la mise en place des infrastructures rurales telles que les pistes de déserte, les aménagements de bas-fonds et la construction d'infrastructures de soutien à la mise en marché³ aient été amorcés et se poursuivent, le PACER n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière. Les principaux facteurs qui concourent à cette situation et risquent de compromettre l'atteinte des résultats du projet sont d'ordre interne et externe. Les facteurs d'ordre interne concernent : (i) les retards dans la mise en œuvre des PTBA liés à l'absence persistante d'une personne responsable de la passation des marchés au sein de l'UCP et au non respect des délais prévus dans les plans de passation des marchés, (ii) les insuffisances du système de suivi et son inefficacité malgré un appui depuis décembre 2012 et des nouveaux outils élaborés en février 2013 ceci avec le concours d'un consultant du FIDA, et (iii) le manque de rigueur dans le système de reddition des comptes⁴ à tous les niveaux de la chaîne de la mise en œuvre. Les facteurs d'ordre externe concernent quant à eux : (i) l'hésitation persistante des IF à financer les microprojets générés par les entrepreneurs agricoles ; (ii) l'indisponibilité des fonds de la BOAD destinés au financement des pistes rurales ; et (iii) les retards causés par les procédures de passation des marchés en vigueur. Tenant compte de ce qui précède, au 31 mars 2013, les principales réalisations cumulées du PACER sont résumées ci-dessous.

6. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) ».** En ce qui concerne les microprojets, le projet, suite aux concertations régulières entre animateurs/CP/URA et UCP, et en application des recommandations de la mission de supervision de juin 2012 en rapport avec le fonctionnement des CRA, a amélioré le nombre et la qualité des dossiers des microprojets soumis au financement. A ce jour 197 microprojets ont été approuvés sur 255 soumis dont 19 microprojets financés, soit 10 % pour un montant total de 44 450 784 FCFA. Ce qui est très faible comme taux de réalisation sur 3 ans de mise en œuvre. *Le projet devra revoir sa stratégie de financement afin d'inverser cette tendance et d'accroître les performances de la composante.* En effet, il a été constaté sur le terrain que la mise en œuvre des microprojets est butée à un réel problème de financement, non seulement à cause des apports importants exigés aux promoteurs (contribution à hauteur de 50% voire 65% aux coûts des équipements sous forme de fonds propre et de crédit selon qu'il s'agit de groupements ou d'individus), mais surtout à cause de la réticence des IF à financer les microprojets sans la contribution du projet à leurs frais de gestion évalués à 5%. De plus, l'inadéquation de certains équipements fournis (moto pompes et accessoires, etc.) par rapport aux besoins réels exprimés par les promoteurs, handicape l'exécution des microprojets et limite leur durabilité. A cet effet, il serait indiqué que, pour des microprojets nécessitant une expertise technique

² Manuels de procédures des guichets A et B, Comité national d'approbation des microprojets des MPE et formation comités régionaux d'approbation, sélection des bénéficiaires, établissement de partenariats avec des structures d'accompagnement et signatures de conventions, sélection des prestataires et passation des marchés

³ Infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation

⁴ Les différents niveaux de hiérarchie et de contrôle dans la chaîne de mise en œuvre du projet ne font pas correctement leur travail et ne prennent pas les sanctions qu'il faut en cas d'insuffisances relevées.

pointue en matière d'aménagement et d'équipement, le responsable de la composante IR (R/IR) soit impliqué tant dans le processus de validation/approbation que dans la mise en œuvre, pour une évaluation technique appropriée. *La mission recommande aussi l'appui d'un cabinet pour évaluer la qualité des dossiers de micro-projets préparés et soumis aux CNA et CRA.*

7. L'élaboration des plans de développement à moyen termes des filières est essentielle pour la promotion des filières promues par le PACER. A ce jour, 68 PDMT ont été réalisés pour l'ensemble de la zone du projet contre 246 prévus, soit un taux de réalisation de 27%. Pour les 68 PDMT réalisés, le processus de validation est achevé. Les Plans Annuels d'Opération (PAO) y afférents ont été élaborés et les actions prioritaires ont été hiérarchisées (structuration et formation des acteurs, élaboration des microprojets, mise en place des intrants, recherche de marchés). Cependant, la mise en œuvre de PDMT/PAO n'est encore qu'au niveau de la sensibilisation des acteurs en vue de leur appropriation. Une revue des PDMT achevés, permet de constater une grande variabilité de qualité entre les rapports faits et distribués dans les communes concernées.

8. Au niveau du guichet B, il a été arrêté, au terme d'un processus participatif (PACER, SAE, OPP, OPS, OP, PNOPPA, Chambre d'Agriculture), 3 nouvelles filières à promouvoir⁵. Il s'agit du soja pour tous les départements, du Karité pour les départements du septentrion et du palmier à huile pour les départements méridionaux. A cet égard, des actions de sensibilisation des acteurs ont été entreprises. Les besoins en intrants et en formation ont été également recensés. S'agissant spécialement du soja, des contacts ont été pris avec la Faculté des Sciences Agronomiques (Laboratoire de microbiologie) aux fins des formations des acteurs, de la fourniture d'inoculum et de la mise en place de variétés performantes en vue de l'amélioration des rendements.

9. **Composante « Infrastructure rurales (IR) ».** S'agissant du volet pistes rurales à financer par la BOAD, toutes les démarches entreprises⁶ auprès de la BOAD, soit au siège à Lomé, soit à son bureau de représentation au Bénin, en vue d'obtenir le financement des études de faisabilité des pistes à retenir, n'ont abouti à aucun résultat tangible. L'essentiel des réalisations de cette composante durant le premier trimestre 2013 a consisté à appuyer les communautés dans l'identification de 197 ha des bas-fonds à aménager au titre du PTBA 2013 et 2014, sélectionner les entreprises devant réaliser les aménagements de 93 ha retenus au titre du PTBA 2011, appuyer les communautés dans l'identification des 2489,81 m² de sites devant abriter les infrastructures marchandes (magasins de stockage et hangars de marché) et sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux. Diverses études nécessaires à la poursuite ou au démarrage des travaux de construction ou d'aménagement proprement dits sont en cours.

10. Le dispositif d'encadrement des bénéficiaires (OPP, OPS, animateurs) est bien implanté. Toutefois, la mission a constaté une certaine faiblesse de la part des animateurs chargés d'accompagner les bénéficiaires du projet. Cette situation est en partie liée au manque de suivi sur le terrain, et des retards de paiements. Lors des missions de supervision précédentes (2011, 2012) il a été recommandé une évaluation externe pour déterminer la capacité des opérateurs à rendre les services attendus et évaluer la qualité des services rendus. Cette évaluation permettrait de déterminer les opérateurs partenaires à retenir sur la base de leur capacité ou performance. Au besoin, un plan de renforcement pourrait être élaboré pour les opérateurs retenus afin de leur permettre d'accroître leurs performances. C'est dans ce cadre que l'UCP a lancé un appel d'offre au niveau national pour le recrutement d'un cabinet. *La mission recommande que le cabinet local soit assisté d'un consultant international.*

11. Au 31 mars 2013, le taux d'exécution physique du PACER est de **17,45 %**. Sur le plan financier, le taux de décaissement effectif en DTS est de **22,61 %**. Mais, en tenant compte de la DRF en cours de traitement au FIDA et tous les engagements déjà pris et inscrits dans la comptabilité, le taux de décaissement serait porté à **29,45 %**.

⁵ Au Bénin, cinq critères guident le choix des filières prioritaires : (i) importance pour la sécurité alimentaire (ration alimentaire et/ou équilibre nutritionnel), (ii) importance actuelle dans la structure de production agricole, (iii) perspectives de développement (potentialités, demande sur les marchés intérieurs et extérieurs, disponibilité d'itinéraires techniques), (iv) possibilités d'obtenir des résultats à court et moyen termes (3 à 5 ans) et (v) préservation de l'environnement

⁶ Requête d'avance de fonds adressée à la banque le 15 juillet 2012 ; Mission de suivi réalisée par le FIDA/UCP le 31 octobre 2013 ; Mise à disposition des documents de ladite requête auprès de la représentation de la banque au Bénin en février 2013.

C. Produits et effets

12. Au 31 mars 2013, les niveaux de réalisation du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) sont résumés ci-après⁷ par composante.

13. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) ».** Cette composante a pour objectif de mettre en place et de développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc, à travers le soutien à la création de 200 AGR et 400 MPE. Elle travaille à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la professionnalisation des acteurs.

14. Les activités de la composante ADF sont étroitement liées à la mise en place du Fonds d'appui aux filières « FAF » à travers ses guichets A et B, et à l'octroi de crédit aux bénéficiaires. Déjà en 2012, toutes les conditions administratives étaient réunies pour le fonctionnement du Fonds d'appui aux filières : comité national d'approbation (CNA) et comités régionaux d'approbation (CRA) installés, et leurs membres respectifs formés sur le manuel de procédures pour la gestion des guichets A et B. Toujours en 2012, ces comités ont tenu des sessions pour l'approbation de deux vagues de microprojets : 65 microprojets approuvés sur 92 soumis pour la première vague et 125 approuvés sur 165 soumis pour la seconde vague ; soit au total 197 projets approuvés.

15. Le financement des microprojets ainsi approuvés rencontre des difficultés surtout liées à la faible capacité des bénéficiaires à mobiliser la contre partie de la subvention, soit en fonds propre, soit sous forme de crédit. Les institutions financières partenaires qui doivent accorder du crédit pour le financement des microprojets exigent du PACER une contribution à leurs frais de gestion à hauteur de 5 % des montants de crédit à octroyer. Au 31 mars 2013, 19 microprojets sont en cours de mise en œuvre avec un montant de subvention du PACER à hauteur de 13 129 400 F CFA (soit 691 021 F CFA par projet) et un montant de crédit de 8 030 750 F CFA (soit 422 671 F CFA par projet) mis en place par les institutions financières MFSP et ASF pour une contribution en fonds propre de 23 290 634 F CFA (soit 1 225 823 F CFA par projet) de la part des bénéficiaires. A ce jour, 4 conventions de partenariats ont été signées avec MSFP, CPEC, ASMAB, PADME. Il ressort que l'acceptation des IF à contribuer au financement des microprojets est déterminante pour leur mise en œuvre face à la faible capacité d'autofinancement notée au niveau des bénéficiaires. Dans les conditions actuelles où les institutions financières sont plutôt intéressées par ce qu'elles peuvent tirer du partenariat, le PACER gagnerait à renforcer les ASF performantes pour que ces dernières assurent la mise en place du crédit au profit des promoteurs de microprojets. Outre les renforcements de capacités techniques dont elles devront bénéficier, *la mission propose la mise en place d'une partie du fonds de subvention auprès des ASF performantes sous forme de fonds alloués à l'octroi de crédits aux microprojets des promoteurs. Cette allocation du fonds de subvention ne devrait pas dépasser 20% du montant total du fonds de subvention prévu. Parallèlement, un mécanisme d'assurance qualité devra être mis en place pour le suivi de la réalisation des microprojets approuvés. Ce mécanisme devra inclure des expertises externes, celles des CeRPA, de l'UCP, des URA et des OPP.*

16. Les processus d'élaboration des plans de développement à moyen termes des filières démarrés en 2012 ont conduit à l'élaboration de 68 PDMT validés. Les plans annuels d'opération issus desdits PDMT font l'objet de sensibilisation au niveau des communes en vue de leur appropriation qui devra déboucher sur leur mise en œuvre par les acteurs concernés. La mission a fait le constat que quelques PDMT élaborés manquent de consistance et n'affichent pas une valeur contributive notoire pour le développement des filières au niveau des communes pour lesquelles ils ont été élaborés.

17. Dans le cadre de l'appui à la professionnalisation des acteurs, 197 promoteurs bénéficient de l'appui rapproché des OPP, OPS et SAE. En dehors de ces derniers, certains MPE et groupements AGR continuent d'être régulièrement suivis. La qualité et l'impact de ce suivi-appui des opérateurs et SAE nécessite une évaluation et un redressement au regard des insuffisances notées dans certains villages visités au cours de la mission.

18. La mission a également noté le besoin d'une meilleure adéquation entre les équipements de maraîchage, les objectifs de production et les conditions du milieu. A cet effet, le R/IR devra être impliqué dans les processus de sélection/approbation des microprojets comportant l'acquisition

² Les résultats détaillés sont présentés dans l'appendice 5.

d'équipements et même leur mise en œuvre. Par ailleurs, la mission a noté que la question de la maîtrise de l'eau pour le maraîchage handicape les initiatives des promoteurs dans certaines zones où il existe pourtant un bon potentiel pour cette activité. Tenant compte du fait que la levée de cette contrainte fait appel à des investissements qui dépassent la capacité des producteurs, *la mission recommande la mise en place dans ces zones, des investissements structurants pour palier à cette contrainte.*

19. **Composante « Infrastructure rurales (IR) ».** Pour cette composante, le PACER prévoit : (i) la réhabilitation de 250 km de pistes ; (ii) l'aménagement de 420 ha de bas-fonds, (iii) la construction de l'équivalent de 7500 m² d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, Les prévisions au titre du PTBA 2013 n'ont connu aucune réalisation physique. Pour les bas-fonds, les travaux de 93 ha (PTBA 2011) vont démarrer, les études techniques de 130 ha (PTBA 2012) vont être achevées et celles de 197 ha (PTBA 2013 et 2014) vont aussi démarrer. Pour les pistes, les procédures en cours pour l'obtention de l'avance de la BOAD en vue du financement des études de faisabilité n'ont pas encore abouti en raison de l'absence totale de réaction de la BOAD par rapport aux différentes relances.

20. A ce jour, les principales réalisations de cette composante concernent les infrastructures marchandes. Pour le compte du PTBA 2012, six (6) magasins et huit (8) hangars sont achevés et réceptionnés au niveau des URA Parakou et Djougou, soit 828,84 m² bâtis sur 1830 m² prévus. Sont bénéficiaires de ces infrastructures : l'ADV Tobré (Commune de Péhounco), les ADV Brignamarou et Kossou Ouinra (Commune de Kérou), l'ADV Daringa (Communes une de Djougou), l'ADV Tchaourou centre (Commune de Tchaourou), l'ADV Bahoukpo et Sonoumon (Commune de N'dali), l'ADV Gamia (Commune de Bembèkè), l'ADV Birni-Lafia (Commune de Karimama), l'ADV Founougo (Commune de Banikoara), soit 49,08%. Toutes les infrastructures démarrées au titre du PTBA 2011 ont été achevées : 12 hangars de marché pour l'ADV Avlékété à Pahou (commune de Ouindah), l'ADV de Foyo (Djougou), l'ADV de Sina wongourou (Commune de Kandji), l'ADV de Kakara (Commune de N'dali), l'ADV de Gnémasson (Commune de Péhounco) et l'ADV de Houely-Gaba (Commune d'Adja-Ouère).

21. **Composante : «Coordination et Partenariat stratégique».** La mise en œuvre du PACER est assurée par l'Unité de Coordination du Programme-Cadre (PROCAR).

22. Tous les partenariats noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets à courts termes (PUASA, Ex-PDRT et DON EU) se poursuivent avec le PACER notamment à travers les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA, l'ONASA, les CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG). Ces partenariats se renforcent progressivement. Les essais démarrés par l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) sur les normes et conditions de culture de l'ananas au Bénin (formule de fumure, itinéraires techniques adaptés aux réalités du Bénin, etc) sont toujours en cours, compte tenu du cycle de l'ananas relativement long (18 mois). Par ailleurs, et au vu des développements en cours dans les filières promues par le PACER, le projet gagnerait à développer de façon plus formelle la synergie avec les autres PTF déjà présents dans la promotion de ces filières ou intervenant au niveau de certains de leurs maillons. Cela permettrait de développer un cadre commun d'actions et de complémentarité au point de vue des instruments techniques et financiers de mise en œuvre des projets. En effet, dans l'Atacora-Donga où intervient la Facilité d'appui aux filières agricoles (FAFA Atacora-Donga), une analyse des instruments de financement (hauteurs des subventions par rapport aux contributions des bénéficiaires) devra être réalisée afin de définir des règles qui favorisent le développement de l'esprit entrepreneurial au niveau des bénéficiaires.

23. Par ailleurs, le dispositif de suivi et de documentation des activités et des changements au niveau des bénéficiaires souffre toujours d'insuffisances que l'unité de coordination du Projet devra veiller à corriger pour une meilleure appréciation de l'impact du PACER. Des efforts ont été faits à travers les nouveaux contrats signés avec les opérateurs où les critères d'évaluation des performances ont été renforcés. Il importe que plus de rigueur soit observée dans l'évaluation des performances des opérateurs et que les sanctions soient appliquées avec plus de rigueur.

24. Pour une amélioration des produits et des réalisations, la mission recommande :

Tableau 1 : Recommandations relatives aux effets et produits

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Rédiger les TDR pour contractualiser une expertise pour valider la qualité des 197 MP approuvés	Coord./R/ADF	Juin 2013
2. Contractualiser l'expertise et évaluer les dossiers de MP	Coord./R/ADF	Juillet 2013
3. Recruter un cabinet pour évaluer la qualité des dossiers de microprojets soumis aux CRA et CNA	UCP	Juin 2013
4. Prioritairement faire financer les meilleurs MP par les ASF	FR/ADF	Juillet 2013
5. Faire financer les MP restants par les IMF partenaires	Coord./R/ADF/FR	Juillet 2013
6. Finaliser le processus d'évaluation des OPP, OPS, SAE et animateurs avec l'assistance d'un cabinet local et d'un consultant international	UCP	Juin 2013
7. Définir des indicateurs clairs permettant de mesurer la contribution des différents maillons du dispositif de suivi (OPP/OPS, URA, UCP) à l'atteinte des résultats attendus du projet et envisager des sanctions conséquentes	Comité de Pilotage/UCP	Juin 2013
8. Revoir la stratégie de financement des microprojets	FIDA/UCP	Juillet 2013
9. Clarifier définitivement l'effectivité ou non de la participation des différents bailleurs au projet notamment la BOAD, le PNUD et la FAO.	FIDA/UCP	Immédiatement
10. Faire une proposition d'appui pour la filière maraîchage qui inclurait le financement d'investissement structurant par le projet.	UCP	Juin

D. État d'avancement de l'exécution du PACER

25. La plupart des recommandations de la mission de supervision de novembre 2012 ont été mises en œuvre, avec quelques-unes en cours de réalisation et d'autres non réalisées. (voir annexe 1 : état d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'octobre 2012). Par composante, le point de l'avancement de l'exécution du projet se présente comme suit :

26. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) ».** Au titre du PTBA 2013, cette composante envisage, entre autres, dans le cadre du fonds d'appui au développement des filières, de signer 48 contrats avec les institutions financières, de faire élaborer 90 plans de développement à moyen terme des filières, d'allouer une contribution de 268 650 000 au guichet A du PACER, puis dans le cadre de la professionnalisation des acteurs, de former 75 MPE/AGR sur les modules CREE et GERME et de faire poursuivre le suivi accompagnement des promoteurs bénéficiaires du projet. Les processus de mise en œuvre de ces prévisions ont été initiés dans l'ensemble à travers les instruments de mise en œuvre du projet. Par ailleurs, la mission a noté des faiblesses de capacités de planification au niveau de certaines têtes de pont de consortiums qui affectent l'accompagnement attendu d'elles au profit des bénéficiaires. C'est le cas de SAHEL qui se retrouve dans l'incapacité de mobiliser le fonds de roulement nécessaire pour assurer l'achat de l'oignon chez les producteurs avec qui elle a signé des contrats d'achat, alors que l'année dernière, elle a réalisé une bonne performance. Plutôt que de faire des provisions pour l'achat de l'oignon auprès des producteurs conformément aux contrats signés, elle a procédé à l'agrandissement de son magasin de stockage. Ce qui dénote que des fonds ont été disponibles mais ont été utilisés à d'autres fins que celle d'opérations, notamment les opérations futures. *C'est pourquoi la mission recommande de renforcer les capacités des têtes de pont des consortiums en planification et gestion de leurs entreprises.*

27. Par rapport aux contrats avec les institutions financières, après les 4 conventions signées avec MSFP, CPEC, ASMAB, PADME au cours du premier trimestre 2013, l'UCP envisage de poursuivre les discussions avec 5 autres institutions financières jusqu'à conclure des conventions avec ces dernières. Ce qui porterait à 9 l'ensemble des IF extérieures au PROCAR engagées dans le processus d'accompagnement des promoteurs de microprojets pour bénéficier de crédits. Parallèlement, les ASF remplissant certains critères de performance et susceptibles d'accompagner les promoteurs seront également renforcées et bénéficieront d'un fonds de refinancement à cet effet. Avec l'implication des ASF, l'objectif de 48 contrats prévus au titre de 2013 pourra être atteint et même dépassé. *Compte tenu de l'importance du crédit pour la mise en œuvre des microprojets, tous les mécanismes doivent être activés afin d'aboutir aux accords de financement.*

28. Les DANO relatives à la poursuite des PDMT ont été préparées et envoyées au FIDA en Avril 2013 et les avis sont attendus pour la poursuite du processus devant conduire à l'élaboration des 90 PDMT inscrits au titre de 2013 et leur validation. L'analyse des résultats des premiers PDMT élaborés

et validés en 2012 dont les rapports sont disponibles au niveau du projet, des CeCPA et des Mairies révèle une bonne implication de l'ensemble des acteurs concernés. La mise en œuvre de ces plans demeure le principal défi à relever, d'où la nécessité de mobiliser les efforts du projet vers le développement de synergies autour de la mise en œuvre des PDMT déjà élaborés. *C'est pourquoi la mission recommande le renforcement des responsables communaux en techniques de mobilisation des ressources (locales et extérieures) pour la mise en œuvre des PDMT élaborés pour leur commune.*

29. Par ailleurs, la mission a fait le constat que certains rapports de PDMT ont un contenu très accessoire et ne présentent pas une analyse approfondie de la situation des communes concernées. Les objectifs de 90 PDMT pour 2013 et 318 PDMT à terme paraissent exagérés du point de vue de la mission. Pour éviter de produire des documents dont l'utilité reste discutable pour le développement des filières dans certaines communes (comme le PDMT sur l'ananas à Avrankou), *la mission recommande de : (i) revoir le nombre de PDMT à élaborer à la baisse, (ii) faire auditer les rapports de PDMT de la première génération et s'assurer d'un bon niveau de démarrage de la mise en œuvre avant de lancer le processus d'élaboration des PDMT de 2^e génération ; et (iii) pour l'élaboration des PDMT de 2^e génération, impliquer uniquement les cabinets ayant produit les rapports de meilleure qualité.*

30. Par rapport aux 3 nouvelles filières à promouvoir (soja pour tous les départements, karité pour les départements du septentrion et palmier à huile pour les départements méridionaux), des actions de sensibilisation des acteurs ont été entreprises. Les besoins en intrants et en formation ont été également recensés. S'agissant spécialement du soja qui présente des avantages comparatifs certains, des négociations ont été faites avec la Faculté des Sciences Agronomiques (Laboratoire de microbiologie) en vue de la fourniture d'inoculum et de la mise en place des semences améliorées et la formation des producteurs aux bonnes pratiques culturales.

31. La formation des MPE et promoteurs d'AGR sur les modules CREE et GERME ne sont pas encore organisées. Mais les demandes de non objection sont déjà envoyées au FIDA. Vu l'importance de ces modules pour les MPE, l'UCP devra tout mettre en œuvre pour faire réaliser ces formations au plus tôt dès l'obtention de l'ANO.

32. Aussi, la poursuite du suivi accompagnement des promoteurs bénéficiaires du PACER prévue au titre de l'année 2013 nécessite une amélioration pour permettre une évaluation aisée de cet appui. *En appliquant les principes de la méthode de gestion axée sur les résultats, l'UCP devra définir des indicateurs clairs permettant de mesurer la contribution de chaque opérateur à l'atteinte des résultats attendus du projet et envisager des sanctions conséquentes*

33. **Composante « Infrastructure Rurales (IR) ».** Les prévisions au titre du PTBA 2013 n'ont connu aucune réalisation physique. Pour les bas-fonds, les travaux de 93 ha (au titre du PTBA 2011) vont démarrer, les études techniques de 130 ha (au titre du PTBA 2012) vont être achevées et celles de 197 ha (au titre du PTBA 2013 et 2014) vont également démarrer.

34. Dans le cadre du désenclavement des zones à haut potentiel productif, l'appui aux communautés à la base dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter rencontre une difficulté majeure de financement du fait que la BOAD n'a toujours pas réagi aux nombreuses requêtes qui lui ont été adressées en vue d'obtenir une avance de fonds pour la réalisation de l'étude de faisabilité des pistes à retenir. La promesse faite lors d'une mission conjointe MAEP(DPP)/FIDA/UCP) à son siège à Lomé le 31 octobre 2012 pour que courant janvier-février 2013, l'avance de fonds sollicité soit disponible pour la réalisation desdites études n'est pas encore honorée. Les échanges de courriers se sont poursuivis et les documents de la requête formulée mis à la disposition du Représentant résident de la BOAD au Bénin pour son appui. Cependant, force est de constater que le dossier n'évolue pas. En attendant la mise à disposition des fonds, le dossier d'appel d'offres restreint de l'étude de faisabilité des pistes est envoyé à la DNCMP pour étude et avis, afin de lancer dès que les fonds sont disponibles, l'avis d'appel d'offre restreint.

35. Pour les aménagements du potentiel productif irrigable, les sites des 197 ha de bas-fonds à aménager pour le compte du PTBA 2013 sont identifiés et prospectés. Une convention est signée avec la cellule Bas-fond de la Direction du Génie Rural pour la réalisation des études techniques et les travaux ont démarré sur le terrain. Les travaux de dépouillement en vue de la sélection des entreprises sont réalisés pour 93 ha de bas-fonds et les résultats ont reçu l'ANO du FIDA. Les projets

de notification des marchés sont envoyés à la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du MAEP pour signature.

36. Concernant les infrastructures de collecte primaire, de stockage, de transformation et de mise en marché, il est prévu au PTBA 2013 de sélectionner des entreprises pour 2489,81 m², soit 474,26 m² pour l'URA Djougou, 557,75 m² l'URA Parakou et 1457,80 m² pour l'URA Bohicon. La procédure de sélection des entreprises en vue d'exécuter les travaux de construction est engagée pour 586,96 m² de magasins de stockage et de hangars de marché au niveau de l'URA Parakou, pour 414,42 m² de magasins de stockage et de hangars de marché au niveau de l'URA Djougou et pour 1381,9 m² au niveau de l'URA Bohicon. On note ainsi de légères différences entre les prévisions initiales et les besoins effectivement exprimés dont la composante tiendra compte dans les prévisions futures. Les ouvertures des plis ont eu lieu et les travaux de dépouillement sont en cours au niveau des URA Djougou et Parakou. Pour ce qui concerne les 1381,9 m² au niveau de l'URA Bohicon, l'ouverture des plis pour la sélection des entreprises est prévue pour le 8 mai 2013.

37. La procédure pour la réalisation des travaux au profit de l'URA Bohicon n'étant pas bouclée concernant 1003 m² de magasins de stockage et hangar de marché à bâtir au titre du PTBA 2012, la sélection des entreprises est faite, les résultats des travaux de dépouillement ont reçu l'ANO du FIDA et les marchés notifiés aux entreprises attributaires par la PRMP/MAEP. C'est après notification des marchés aux entreprises attributaires que la DNCMP a envoyé son avis et formulé des observations pour lesquelles des éclaircissements ont été apportés par la CCMP/MAEP. La signature des marchés étant de la compétence de la PRMP/MAEP, les remises de sites ont été faites. Le nouvel avis de la DNCMP est attendu pour la signature des contrats.

38. A ce jour, les 619,20 m² d'infrastructures marchandes prévues pour le compte du PTBA 2011, ont été réalisés à 100%. En ce qui concerne les 1830 m² d'infrastructures marchandes prévues pour le compte du PTBA 2012, 828,84 m² sont bâtis sur 898,18 m² prévus au niveau des URA Parakou et Djougou soit : six(6) magasins sur sept (7) et huit(8) hangars sur huit (8) prévus. Sont bénéficiaires l'ADV Tobré (Commune de Péhounco), les ADV Brignamarou et Kossou Ouinra (Commune de Kérou), l'ADV Daringa (Commune de Djougou), l'ADV Tchaourou centre (Commune de Tchaourou), l'ADV Bahounkpo et Sonoumon (Commune de N'dali), l'ADV Gamia (Commune de Bembèkè), l'ADV Birni-Lafia (Commune de Karimama), l'ADV Founougo (Commune de Banikoara).

39. La mission constate que les délais habituels pour boucler le processus de passation de marchés et de réalisation des travaux de la composante sont en général de 2 ans en moyenne pour les aménagements de bas-fonds et 1 an pour les travaux d'infrastructures marchandes. Ceci s'explique par : (i) la lenteur observée dans la réalisation des études techniques préalables à l'aménagement des bas-fonds; (ii) la lenteur observée dans le bouclage du processus de passation des marchés. Dès la deuxième année de mise en œuvre du projet, la planification au plan interne a été corrigée au moyen d'une organisation des marchés par zone pour les URA Djougou et Parakou. Ce qui a permis de pouvoir lancer des appels d'offres locaux et de réaliser les travaux en l'espace de 6 à 8 mois pour certains lots d'infrastructures marchandes. Malheureusement, les dossiers de l'URA Bohicon, d'un montant de plus de 60 millions FCFA, tombent sous le seuil de compétence de la CCMP/MAEP et de la DNCMP. Cependant, avec la nomination de la Personne Responsable des marchés (PRMP) du MAEP depuis octobre 2012, le rythme de traitement des dossiers s'améliore (réduction du délai de 3 à 4 mois). *La mission recommande de : (i) poursuivre l'utilisation de l'approche d'appels d'offres locaux en constituant des lots par région d'URA pour les travaux relevant du seuil de compétence de l'UCP ; (ii) engager les procédures de passation des marchés en début d'exercice ; (iii) maintenir la pression sur la Cellule Bas-fonds de la Direction du Génie Rural (DGR) afin qu'elle conduise à temps les études techniques préalables à l'aménagement des bas-fonds.*

40. « **Coordination/Gestion et Partenariat stratégique** ». Depuis la dernière mission de supervision, la Coordination du Programme Cadre qui assure la gestion du PACER a poursuivi les activités d'appui à la pérennisation des acquis des différents projets achevés au cours des deux années (2011 et 2012). De nombreux partenariats avaient été noués dans le cadre de ces projets notamment le PADER et le Don UE que la coordination essaie de maintenir pour autant qu'ils contribuent à la mise en œuvre du PACER. Les plus importants partenariats que la coordination maintient sont ceux avec l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA, l'ONASA, les CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG. Pour 2013, les conventions de partenariat du PACER avec l'UAC (laboratoire de microbiologie pour le soja) et la DPQC sont toujours en attente de signature.

41. Avec la fin du PADER, le redéploiement des ressources humaines pose toujours un problème pour la coordination du PACER. La persistance de cette situation peut conduire à l'inefficience du dispositif d'appui du Programme Cadre. Il devient urgent d'accélérer le processus de révision des TDRs et des contrats de performance du personnel prévue après l'harmonisation du système de suivi et évaluation avec les objectifs du PACER tel que recommandé par la dernière mission de supervision.

42. La mission apprécie la collaboration du PROCAR avec le ProCAD de la Banque Mondiale dans le cadre de la validation du plan semencier national 2012-2017. Vu que les deux programmes cadres travaillent au renforcement du sous-secteur des semences au Bénin, il est souhaitable que la collaboration aille au-delà de l'organisation des ateliers pour déboucher sur une réelle synergie d'action. *C'est pourquoi elle recommande le renforcement des interactions PROCAR – ProCAD pour le développement du sous secteur des semences par l'élaboration d'un plan d'action assorti d'objectifs clairs et des responsabilités pour chaque programme cadre..*

43. **Suivi-Evaluation :** La mission a noté avec satisfaction que la coordination du PROCAR a fait organiser la formation sur la gestion axée sur les résultats recommandée par les dernières missions de supervision pour l'ensemble des cadres du programme. Ce pas important devra être suivi par une mise en œuvre rigoureuse des acquis de la formation par l'ensemble des participants et des appuis reçus en matière de suivi et évaluation depuis novembre 2012 afin de faire développer au sein de l'équipe le réflexe de la gestion axée sur les résultats et effets/impacts.

44. Par ailleurs, les analyses de la dernière mission de supervision relatives à la nécessité d'un système formalisé de suivi-évaluation avec des mécanismes clairs et cohérents de collecte et d'analyse de données pour renseigner les indicateurs et de gestion de l'information en conformité avec les directives du Guide pratique de suivi-évaluation du FIDA restent d'actualité. Cette recommandation s'est accompagnée d'un appui à travers les services de consultants experts en suivi et évaluation. A ce jour, le nouveau manuel technique de suivi-évaluation élaboré pour le PACER et les procédures correspondantes répondent bien au souci d'avoir une gestion axée sur les résultats. Mais la mise en œuvre requiert des efforts pour optimiser l'exploitation du dispositif. La mission note aussi que le monitoring du PACER repose essentiellement sur l'analyse documentaire à l'UCP par la CSE et les différents rapports produits ne sont pas encore harmonisés. Ce qui pourrait ainsi créer des problèmes d'interprétation et de double travail. L'exigence de fiabilité dans l'analyse des données et de la qualité des rapports produits nécessite que les experts de la CSE effectuent régulièrement des visites de terrain, au même titre que le coordonnateur national, responsables de composantes et point focal FIDA, pour s'assurer que les données des rapports qui sont transmis sont en adéquation avec la réalité de terrain.

45. Les visites de terrain ont permis de faire le constat qu'au stade actuel, des faiblesses subsistent encore dans le dispositif en place de suivi-évaluation du PACER tant au plan du suivi de terrain et des résultats que dans la mise en place et l'opérationnalisation des outils et des mécanismes de collecte et d'analyse des données élaborés suite aux appuis reçus de novembre à février en suivi et évaluation. En effet, le manuel de suivi évaluation et les outils de collecte et d'analyse des données élaborés avec l'appui d'un consultant du FIDA en février 2013 ne sont toujours pas encore validés et opérationnels.

46. Pour améliorer l'état d'avancement du PACER, la mission recommande de :

Tableau 2 : Recommandations relatives à l'avancement

	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1.	Renforcer les capacités des têtes de pont des consortiums en planification et gestion de leurs entreprises.	R/ADF/UCP	Octobre 2013
2.	Renforcer les capacités des responsables communaux en techniques de mobilisation des ressources (locales et extérieures) pour la mise en œuvre des PDMT élaborés pour leur commune,	R/ADF/OPP	Juin 2013
3.	Faire auditer les rapports de PDMT de la première génération afin de privilégier les cabinets ayant produit les rapports de meilleure qualité pour l'élaboration des PDMT de 2 ^e génération	Coord/UCP	Juin 2013
4.	Réduire à la baisse le nombre de PDMT à élaborer	Coord/UCP	Juin 2013
5.	Mettre en place un dispositif de semenciers pour le soja	R/ADF	Août 2013
6.	Prendre contact avec l'INRAB et le Centre de production de semences de soja de Tamalé (Ghana) pour approvisionner les semenciers en variétés à hauts rendements	Coord./R/ADF	Août 2013
7.	Etablir un partenariat avec le laboratoire de microbiologie (FSA/UAC) pour la production d'inoculum et la formation des producteurs et SAE/OPP	Coord./R/ADF	Août 2013
8.	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour réorganiser et/ou redéployer le personnel du Programme-Cadre en fonction des besoins et compétences disponibles et mettre en place un système de reddition de compte performant	Coord./ RAF/Point focal FIDA Coord./ RAF/Point focal FIDA	Mai 2013
9.	Pourvoir les postes manquants et prioritaires: RPM, GS		Juillet 2013
10.	Elaborer et exécuter un plan d'action pour mettre en œuvre les acquis de la formation sur la gestion axée sur les résultats et impacts	Coord/RSE/Point focal	Mai 2013
11.	Elaborer un plan d'action contenant les objectifs poursuivis dans les délais attendus du partenariat PROCAR – ProCAD pour le développement du sous secteur des semences	Coord	Juin 2013
12.	Organiser la validation du manuel de S&E et des outils y afférents et les rendre opérationnels	FIDA/Coord/RSE	Mai 2013
13.	Développer et mettre à la disposition des opérateurs partenaires un canevas de rapport et exploiter les rapports dûment remplis – MAI 2013		
14.	Participer aux réunions des opérateurs avec les URA afin d'avoir un meilleur suivi contrôle du travail des opérateurs auprès des bénéficiaires du projet – A commencer avec la 1 ^{ere} réunion mensuelle post supervision	R/URA	Initier Juin 2013
15.	Mettre en place les documents d'évaluation et de gestion des groupements et les analyser pour un meilleur suivi des résultats et de l'appui reçu.	R/URA	Juillet 2013
16.	Revoir les modalités d'appui aux activités de maraîchage notamment l'adaptation des équipements aux contextes des activités des bénéficiaires et, mettre en place au besoin, les investissements structurants nécessaires pour cette culture	R/ADF/IR	Immédiatement
17.	Finaliser et envoyer le projet d'arrêté relatif à la gestion des infrastructures en cours d'élaboration à la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire (DGAT), aux Maires et aux Préfets.	OZA pour finalisation, URA pour suivi, Coordonateur pour partage avec ANCB et Préfets	Immédiatement
18.	Par rapport aux PDMT, évaluer la mise en œuvre des PDMT/PAO, le rôle jouer par chaque partie prenante (Commune, organisation paysanne, projet, etc...)	R/ADF	Octobre 2013
19.	Poursuivre l'utilisation de l'approche d'appels d'offres locaux en constituant des lots par région d'URA pour les travaux relevant du seuil de compétence de l'UCP	R/IR	Immédiatement
20.	Engager les procédures de passation des marchés en début d'exercice	R/IR	Permanente
21.	Interpeller la Cellule Bas-fonds de la Direction du Génie Rural (DGR) à travers le SG pour discuter des problèmes de lenteur lors des traitements de dossier	R/IR	Immédiatement
22.	Renforcer les ASF pour qu'elles puissent faire le refinancement des microprojets des bénéficiaires	R/FR	Immédiatement

47. « **Activités de transition de la composante Finances Rurales du PADER vers le PAPSFRA** ». La mise en œuvre d'un projet au Bénin, est sujet à la ratification par l'Assemblée Nationale de l'accord de prêt dudit projet, ce qui ralentit sa mise en vigueur d'une année. Ainsi, le PAPSFRA sera très probablement assujéti à cette tradition. Mais compte tenu des impératifs de calendrier imposé par la ratification de la nouvelle réglementation régissant les SFD (24 mois à partir de Janvier 2012, date de ratification par le Bénin), il est essentiel de mettre en œuvre donc des activités requises pour l'obtention de l'agrément des ASF à bonne date au besoin avant le démarrage du projet. Ces activités de pré requis font l'objet d'un chronogramme et budget séparés. Elles sont mises en œuvre par le staff du programme cadre en attendant l'embauche du staff technique du PAPSFRA et de l'Assistance Technique et financées par un petit don pays.

48. A ce titre certaines activités ont déjà été exécutées et d'autres sont en cours ou démarreront bientôt. Il s'agit notamment de : (i) la formation des ASF et autres SFD sur la nouvelle réglementation des SFD (un consultant formateur agréé par la BCEAO a été sélectionné par le programme cadre pour exécuter cette activité au cours du mois de mai 2013) ; (ii) la formation des ASF et autres SFD sur le nouveau référentiel comptable des SFD (un consultant formateur agréé par la BCEAO a été sélectionné également par le programme cadre pour exécuter cette activité au cours du mois de mai 2013) ; (iii) la mission d'accompagnement juridique en vue de l'institutionnalisation de la nouvelle association des ASF et de l'obtention de son agrément auprès du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui a été confiée à un cabinet recruté par le programme cadre et qui a commencé le travail. L'élaboration de tous les documents relative au dossier d'agrément est en voie d'achèvement et le dépôt du dossier au MEF se fera au cours du mois de mai 2013 ; (iv) la mission d'audit des ASF a été confiée à trois (3) cabinets d'expertise comptable et d'audit. Ils ont commencé les travaux et la mission finit en mai 2013. Par ailleurs, une rencontre a été tenue avec les parlementaires membres du RePaMIF et le processus de signature du plein pouvoir par l'ambassadeur du Bénin à Rome est en cours. Ci-dessous quelques recommandations de la mission.

Tableau 3 : Recommandations relatives aux activités de transition vers le PAPSFRA

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Soumission du dossier d'agrément	R/FR	Fin mai 2013
2. Formation des ASF sur la nouvelle réglementation – Convenir de la date avec RFR	R/FR	Mai 2013
3. Formation des ASF sur le nouveau référentiel comptable	R/FR	Mai 2013
4. Tenir l'assemblée générale des ASF pour discuter autour du financement des MP du PACER et sur la problématique de la gouvernance dans les ASF	R/FR	Juin 2013
5. Obtenir l'agrément auprès du Ministère des Finances –	R/FR	Novembre 2013
6. Obtenir des ASF le financement de 50 microprojets pour une valeur de crédit de 50 Millions de F CFA environ	R/FR	Juillet 2013
7. Définir les TDR et identifier le consultant pour renforcer la capacité de 4 IMF partenaires à financer les microprojets agro-industriel portant sur les filières appuyées par le PACER	R/FR	Juillet 2013

E. Aspects fiduciaires

49. **Gestion financière:** L'organisation mise en place pour la gestion administrative et financière du PACER et son système de contrôle interne sont satisfaisants. La mission n'a pas relevé de problèmes majeurs dans la gestion du projet à part une lenteur dans la mise en œuvre des activités prévues, qui se reflète dans les aspects administratifs et financiers: (1) une faible exécution du budget annuel arrêté à 12% ; (2) les retards importants dans l'exécution du plan de passation des marchés ; (3) un faible taux de décaissement 26%; et (4) divers contrats à régulariser. A la clôture du PADER, en décembre 2012, la quasi-totalité du personnel a été reconduite et mise à la disposition du Programme Cadre conformément à la stratégie d'intervention du FIDA au Bénin. En attendant le démarrage du PAPSFRA, toutes les dépenses récurrentes du Programme Cadre sont supportées par le PACER. Une telle situation combinée avec les faibles taux d'exécution des budgets annuels, mais aussi des décaissements, plombe la performance globale du Programme qui est dans sa troisième année d'exécution et à quelques mois de la revue à mi-parcours. Cette insuffisance des résultats du projet contraste avec les efforts entrepris par le FIDA, pour améliorer le cadre global d'exécution du projet par le relèvement de la dotation de l'avance initiale des comptes désignés, la réduction des délais de traitement des DRF et des ANO d'une part mais aussi des renforcements de capacités par appuis

ciblés ponctuels tant au niveau techniques que managériales. En conséquence, il urge de faire un inventaire exhaustif et mettre à plat tous les goulots d'étranglements au niveau interne et externe pour envisager des mesures correctives fortes sans délai pour juguler ces faibles résultats et améliorer la performance du programme d'ici la revue à mi-parcours.

50. **Contrôle interne.** Le contrôle interne mis en place au niveau du programme pour les aspects financiers est satisfaisant. Toutes les tâches et les responsabilités sont clairement identifiées. Les fonctions d'approbation, de comptabilisation et de trésorerie sont traitées séparément et le système de certification et d'approbation mis en place permet un double contrôle de chaque dépense fait par le projet. Le manuel de procédures a été mise à jour et partagé depuis plus d'un an, il devra cependant faire l'objet d'une meilleure appropriation par des ateliers internes et dynamisé suivant une périodicité annuelle.

51. **Suivi budgétaire.** Le suivi budgétaire est fait à partir d'un retraitement des données tirées du logiciel SUCCESS. Quelques lignes budgétaires sont intégrées au budget en cours pour faciliter le paiement total des engagements liés au budget antérieur. L'analyse du budget et le suivi du projet est effectuée trimestriellement avec tous les acteurs du projet, en intégrant les données physiques avec les données financières. La recommandation d'intégrer dans le logiciel, le COSTAB pour un meilleur suivi budgétaire n'est pas encore mis en œuvre. Toutefois, la coordination a invité le cabinet concepteur du logiciel pour effectuer le paramétrage et rendre opérationnel le module mais un travail de codification analytique préalable des tables de coûts est requis. La mission recommande que ce travail de codification analytique des lignes budgétaires du COSTAB puisse être préparé par une commission interne composée essentiellement du service financier et du suivi évaluation qui devra rendre ce travail dans un délai d'un mois. Ces données devront être validées et intégrées au logiciel.

52. **Gestion financière des partenaires.** Les partenaires ONG du projet regroupés en 4 consortiums sont considérés comme des partenaires privilégiés sur la base des conventions. Ces accords sont renouvelés chaque année à la suite d'une évaluation interne des performances des activités et de la gestion financière des fonds mis à leur disposition. Les recommandations faites lors de la mission de supervision de novembre et décembre 2011 de recruter un Cabinet international à l'effet de faire cette évaluation n'a pas été mise en œuvre. Toutefois, la procédure de recrutement d'un cabinet local est lancée et encours de finalisation.

53. **Système comptable.** La comptabilité est tenue avec le logiciel SUCCESS dont la plupart des fonctionnalités sont exploitées comme entre autres, la génération automatique des DRF. Le programme a élaboré ses états financiers pour l'exercice 2012 et transmis au FIDA au cours du mois de mars 2013. A la date de la présente mission de supervision, la saisie des pièces comptables est à jour et toutes les réconciliations bancaires mensuelles sont effectuées. Toutefois, l'examen des états financiers pour l'exercice 2012 et de la situation arrêtée au 31 mars 2013, permet de constater que les diverses immobilisations acquises dans le cadre de l'exécution du PADER. Suite à l'achèvement et à la clôture de ce projet en décembre 2012, ces biens ont été reversées au PACER et au Programme cadre. On peut citer à titre d'exemples, le siège de la coordination, 7 véhicules et divers mobiliers et matériel de bureau appartiennent au PADER. Ce patrimoine est à présent utilisé intégralement par le PACER. La mission recommande de recruter sans délai, un cabinet spécialisé pour faire l'évaluation de tout le patrimoine laissé par le PADER. Ce travail servira de base pour passer ainsi les écritures de régularisation de la situation patrimoniale du PACER en 2013.

54. **Personnel.** Aujourd'hui, l'effectif du Programme-Cadre est de 41 personnes, dont 14 agents recrutés pour le PACER (8 au niveau de l'UCP et 6 au niveau des URA). A la clôture du PADER, en décembre 2012, la quasi-totalité du personnel a été reconduite et mise à la disposition du Programme Cadre. Toutefois, en raison du chronogramme fixé pour le démarrage du second projet au Bénin, PAPSFR, toutes les dépenses récurrentes du Programme Cadre, sont à ce jour supportées par le PACER. La revue des dossiers du personnel permet de constater qu'il n'existe pas de contrat valide pour l'ensemble du personnel reversé au PACER. A la fin du PADER, les contrats du responsable de la composante AGR, les responsables des trois URA, le chef comptable qui n'étaient pas prévus dans le PACER, ont été reversés dans ce projet sans autorisation préalable. Il n'a pas été demandé d'ANO pour leur intégration et aucun contrat valide conclu avec le projet. La situation est en voie de régularisation et de nouveaux contrats du PC ont été confectionnés et encours de signature par les parties. Toutefois la revue de ces contrats laisse apparaître que des critères de performances clairs et mesurables axés sur les résultats, n'ont pas été intégrés à ces dits contrats qui devront en conséquence être amendés. En conséquence, la mission recommande pour tous les agents qui

n'étaient pas prévus dans le PACER, qu'une demande d'avis de non objection soit transmise au FIDA pour : i) validation des projets de contrat qui doivent intégrer des TDR clairs et précis pour chaque poste, des critères de performances bien identifiés, précis et en rapport avec les résultats attendus, des évaluations semestrielles définies et bien précisées et faites suivant une périodicité semestrielle à la réintégration du personnel du PACER prévu dans les effectifs du PACER. Exceptionnellement, les contrats devront avoir une validité d'une année, à l'issue de laquelle une évaluation déterminera le maintien ou le départ de son poste. ; ii) clarifier la situation des personnes non prévues dans les effectifs du PACER ; et iii) le recrutement ou le redéploiement interne pour pourvoir le poste de passation de marché, vacant depuis 2011 et faire une redistribution des rôles afin de redynamiser la mise en œuvre d'ici juillet 2013.

55. **Décaissements.** Depuis le démarrage du Projet, 27 demandes de paiement ont été présentées et payées pour le Prêt et le Don par le FIDA dont 9 DRF et 18 DPD. Sur l'année 2012, cinq DRF ont été soumises avec une moyenne de 73 jours. Le faible taux de soumission des DRF observé les années précédentes, a été ainsi corrigé. Depuis janvier 2013, la DRF 22 relative aux dépenses de novembre et décembre 2012 et la DRF 27, relative aux dépenses de janvier à mars 2013, ont déjà été transmises et la 22 intégralement payée. De plus la DRF 21 bis transmise en janvier 2013 relative au relèvement du dépôt initial de 700 000 USD a été aussi payée en février 2013. Par conséquent, les tensions de trésorerie précédemment observées ont été à présent corrigées.

56. **Déboursement par bailleurs.** Le total décaissé par le programme au 31/03/13 est de 5.148 millions USD qui représente 10,78% du total alloué. A noter que les contributions de la FAO, du PNUD et de la BOAD ne sont pas encore effectives. Toutefois en ce qui concerne la BOAD, des contacts ont été noués et des courriers échangés avec le FIDA. Une mission conjointe Ministère de l'Agriculture, FIDA et l'UCP a fait le déplacement sur Lomé à l'effet de faire avancer le dossier mais à ce jour, il n'a pas été enregistré de réaction de sa part, malgré les relances effectuées. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 26,92% pour FIDA ; 5,91% pour le Gouvernement ; 1,65% Bénéficiaires et 0% pour BOAD, PNUD et FAO. La mission recommande de i) relancer et même envisager une seconde mission à Lomé et si possible rencontrer les hautes autorités de la BOAD avec un appui de personnes ressources telles que Mr. Président Boni Yayi et ii) pour les autres bailleurs de fonds pour lesquels il n'est plus permis d'espérer, envisager de les sortir définitivement du plan de financement du Programme pour permettre une analyse plus réaliste des contributions par bailleur du programme.

57. **Décaissement du prêt.** Au 31/03/13 le décaissement effectif est de 1 356 722,08 DTS respectivement pour le prêt, et le Don soit un taux de décaissement de 22,61% du montant alloué. Le total décaissé par le don et le prêt est donc de 2 713 444,16 DTS. La DRF 27 arrêtée à 270 181 642 FCFA, soit 355 675,32 DTS, est transmise et en cours de traitement au FIDA. Par ailleurs il a été inventorié au 31 mars 2013 un solde des contrats en cours et diverses dépenses d'avril et autres factures en instance, pour un total de 464 567,31 DTS. Si tous ces engagements sont réglés, le taux projeté à court terme, serait porté à 29,45%. De plus, 23 dossiers inventoriés au niveau auprès du RPM et en cours de finalisation ou de signature des contrats pour un montant total de 353 177 000 FCFA.

58. Comme montré dans le tableau 5C annexé, la catégorie III « Matériel et Equipement » est actuellement déboursée à 120% à la fois pour le prêt et le don, et donc cette catégorie devra être particulièrement surveillée. Lors de la revue à mi-parcours, prévue pour novembre 2013, une proposition de réallocation de ressources sera considérée. Pour les autres catégories de dépenses, le Fonds d'appui aux filières qui représente plus de 38% du prêt et du Don, enregistre le plus faible taux de décaissement de l'ordre 2,86%. Des actions énergiques devront être prises pour corriger cette contre-performance. Par ailleurs une plus fine analyse du taux de décaissement global de 22,61% est calculé avec l'avance initiale des comptes de Prêt et de Don qui est passé en février 2013 de 700 000 à 1 400 000 USD, soit 7,52% du total décaissé. En conséquence, le taux de décaissement actuel du PACER sans l'avance initiale est de 15,09% sur le FIDA, très faible après presque trois ans d'activité.

59. **Compte Spécial du FIDA.** Au 31/03/2013 le compte spécial est réconcilié avec le FIDA et la situation pour le prêt et le don, se présente comme suit :

Tableau 4 : Situation du prêt et du don

Dépôt initial compte spécial (A)	672.939.000
Solde du compte spécial au 31/03/2013	218.223.836
Solde du compte opérations au 31/03/2013	185.718.724
Solde caisse au 31/03/2013	1.006.700
Montant des avances aux URA	2.400.000
Solde du compte Guichet A	6.870.600
Montant des chèques non encore présentés à l'encaissement	-20.398.551
DRF en cours de préparation	270.181.642
DRF pas encore créditées (No. 18 et 20)	
Dépenses non encore demandées en remboursement	9.392.770
Intérêts crédités	- 456.721
Sous Total (B)	672.939.000
Discordance (A)-(B)	-

60. **Financement de contrepartie.** L'analyse de la contribution annuelle de la contrepartie, laisse apparaître de faibles taux d'engagement par rapport au budget annuel. Pour 2013, il a été alloué un budget de 87 707 315 sur lesquels il a été engagé 7 349 350 FCFA.

Tableau 5 : Situation des engagements par année

Période	Budget Alloué	Montant engagés	Exonération et taxes	Total	%
2010	63,310,000	-	-	-	0%
2011	75,000,000	6,867,500	1,218,490	8,085,990	11%
2012	163,000,000	121,158,683	2,118,590	123,277,273	76%
2013	87,707,315	7,349,350	-	7,349,350	8%
TOTAL XOF	389,017,315	135,375,533	3,337,080	138,712,613	36%

61. L'analyse de la contribution de la contrepartie à l'égard de l'allocation totale de COSTAB (Appendice 5B) montre, cependant, une contribution encore très faible par rapport à la prévision, soit 5.91% de 4.3 millions USD alloués. Si on y ajoute le montant des 55 millions FCFA d'engrais acquis auprès de la SONAPRA sur le budget national 2012, le pourcentage de contribution décaissé sera de 6%. Les difficultés liées au décaissement sur les ressources antérieures sont dues à : (a) insuffisance de trésorerie de l'Etat qui choisit ses priorités ; (b) procédures de décaissement qui changent chaque année ; (c) longues procédures de passation de marché (4 à 6 mois) ; et (d) obligations de saisir sur la plateforme SIGFIP (Système Informatisé de Gestion des Finances Publiques), plateforme régulièrement fermée.

Dispositions de l'accord de prêt

62. **Etats Financiers.** Pour l'année 2012 les états financiers ont été soumis au FIDA avant le 31 mars 2013 conformément aux dispositions de l'accord de crédit et de Don. Le patrimoine du PADER essentiellement composé du siège de la coordination ainsi les moyens de transport et divers matériel de bureau, devra faire l'objet d'une évaluation par dires d'expert. Il devra faire l'objet d'un tri sélectif et une réaffectation entre le Programme cadre et le PACER. En conséquence, il devra être pris en charge et comptabilisé pour l'exercice 2013.

63. **Etats certifiés des dépenses.** La mission a revu par échantillon, tous les états certifiés de dépenses de la DRF 22 et 27 du prêt et du don, couvrant la période de dépenses de novembre 2012 à mars 2013. Nous n'avons pas eu de remarques particulières. Toutefois, nous recommandons une amélioration de la présentation avec pagination de toute la liasse de la DRF. Tout montant global devra être supporté par une analyse détaillée référencée et cross référencé avec un renvoi au document détaillé. Ce qui permettra aux destinataires de gagner plus de temps dans le traitement des DRF.

64. Amendement de la lettre au bénéficiaire concernant le Prêt et le Don : Par lettre en date du 20 mars 2013, la Division du Contrôleur et des Services financiers du FIDA a procédé à une modification des montants minimum de retraits sur le compte désigné et fixés comme suit : i) les demandes de reconstitution du compte désigné doivent couvrir 30% de l'allocation ou correspondre à 90 jours de dépenses éligibles; ii) Les paiements directs utilisés que pour les montants supérieurs à 100 000 USD ; iii) relèvement des seuils des états certifiés de dépenses à 35 000 USD.

65. **PTBA du 2012.** L'analyse du PTBA de 2012 montre des performances plutôt moyennes, avec un pourcentage d'avancement de 58,58% à la fin de décembre 2012. Les taux d'exécution du budget par composante sont de 51,93% pour la Composante A, 43,61% pour Composante B et 96,71% pour la composante C. L'exécution physique pour l'ensemble du projet s'élève à 43.96%.

66. **PTBA du 2013.** L'analyse du PTBA de 2013 montre des performances faibles, avec un pourcentage d'avancement de 12% à la fin de mars 2013. Les taux d'exécution du budget par composante sont de 12% pour la Composante A, 11% pour Composante B et 22% pour la composante C. Les causes liées à ce faible taux d'exécution du budget demeurent à peu près les mêmes que celles identifiées dans la précédente mission de supervision. Elles sont d'ordre internes et externes : Pour les causes internes, on peut citer (1) les problèmes de trésorerie qui ont parfois ralenti, sinon arrêté, la mise en œuvre des activités; 2) absence de planification ayant entraîné des retards de plus de 6 mois dans la soumission des ANO pour les opérateurs ayant aussi entraîné les retards de paiement et d'arrêt des activités ; (3) un PTBA trop élevé et peu réaliste. Pour les causes externes, on peut noter : 1) les retards causés par les procédures de la passation des marchés en vigueur au Bénin; (2) les retards dans le financement des microprojets par les IMF.

67. **Passation des marchés.** Les performances de la passation des marchés sont très faibles. Sur les 50 marchés prévus dans le plan de passation des marchés de 2013, seulement 8 ont été entamés dont deux entièrement finalisés et six encours. Le projet a identifié comme principales causes de ce retard sont d'ordre internes : i) l'absence de personne vraiment responsable pour la passation des marchés, le fait que le PPM ne soit pas intégré dans la gestion quotidienne des composantes, le système centralisé de l'Etat au niveau de l'approbation, et la gestion lente des procédures de passation de marchés au Bénin.

68. **Registre des contrats.** Pour l'année 2013, le registre fait mention, de 18 contrats signés pour un montant total de 74 410 880 F CFA dont 10 conventions avec des partenaires privilégiés. Par contre la plupart des contrats du PPM 2013 n'ont pas démarré.

69. **Audit.** La mission a constaté que toutes les conditions sont réunies pour démarrer l'audit des comptes du PACER pour l'exercice 2012 dans le courant du mois de mai 2013. Les états financiers du projet ont été élaborés et soumis au FIDA à bonne date c'est à dire avant le 31 mars 2013. Le même auditeur reste confirmé et le FIDA a déjà donné son approbation pour ses TDR. En ce qui concerne le rapport pour l'exercice précédent sur le contrôle interne, l'auditeur devra néanmoins se prononcer sur la non prise en compte des commentaires de la coordination du projet. La mise en œuvre des recommandations de l'audit 2011, sont fournis dans le tableau en Annexe 4.

Tableau 6 : Recommandations relatives aux aspects fiduciaires

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Paramétrer le logiciel pour la saisie du COSTAB	RAF/Comptable/Fournisseur	30/06/2013
2. Recruter un cabinet pour évaluer la valeur des immobilisations PADER à reverser au PACER	RAF/ Comptable	30/06/2013
3. Régulariser les contrats du personnel PADER avec TDR clairement définis et critères de performance	RAF/ Comptable	31/05/2013
4. Développer un plan pour le personnel non prévu au départ dans le PACER et le mettre à exécution	UCP	31/05/2013
5. Faire une nouvelle planification des activités prioritaires de mai à décembre et mise à jour du PPM	UCP /RPM	15/05/2013
6. Créer une commission pour envisager de garder ou sortir certains bailleurs dans le plan de financement du PACER	UCP/Ministère/FIDA	31/07/2013
7. Soumettre le PTBA mis à jour de 2013 à ANO FIDA	UCP	31/05/2013
8. Pourvoir le poste de responsable de la passation des marchés par redéploiement interne	UCP	30/06/2013
9. Soumission du rapport d'audit 2012	RAF/Comptable	30/06/2013

F. Durabilité

70. **Durabilité institutionnelle et sociale.** L'exécution du PACER est basée sur des partenariats noués avec les structures pérennes de l'Etat d'une part, et avec les bénéficiaires organisés en groupements et/ou regroupés en consortium autour d'une tête de pont (généralement une entreprise) avec des règles de fonctionnement mutuellement bénéfiques pour les différents acteurs concernés d'autre part. Ces partenariats fonctionnent normalement et en prévision de son désengagement, le projet prévoit de les renforcer en vue de la pérennisation des acquis au-delà de la fin du projet prévue en 2016. Aussi, l'approche filière adoptée par le projet constitue un facteur de durabilité qui permettra de consolider les acquis du PADER et du DON UE qui trouvent un prolongement dans le PACER. Par

ailleurs, les PDMT des filières en cours d'élaboration constituent des cadres de référence pour les initiatives développement dans les communes concernées.

71. **Durabilité économique et financière.** De par sa conception, le PACER est essentiellement destiné à offrir des conditions propices à la croissance économique rurale, ce qui lui donne une forte orientation vers la création de la valeur ajoutée au niveau des différents maillons de 4 filières promues. Cette concentration des efforts du projet sur la création de richesse pour les différents acteurs des filières qui caractérise le projet, constitue le principal fondement de sa durabilité. En effet, avec le développement de mécanismes qui génèrent des profits pour les acteurs, les besoins d'appui pour le maintien des acquis du projet vont progressivement diminuer, notamment pour les bénéficiaires ayant développé des capacités d'autofinancement.

72. **Durabilité technique.** Elle passe par une capacitation des bénéficiaires du projet. Dans le cadre du PACER, les systèmes de production en cours de mise en place se fondent sur les activités courantes des bénéficiaires. L'approche du projet n'inclut pas la mise en place de technologies trop complexes hors de la portée des bénéficiaires. Certes, pour l'atteinte des objectifs que le projet s'est fixés, des élargissements d'échelles de production sont nécessaires. Mais, cela n'entraîne aucun problème majeur car ces derniers sont accompagnés des renforcements des capacités nécessaires à la bonne maîtrise des technologies. En cas de nécessité, le projet recourt à des expertises externes pour assurer une bonne maîtrise des technologies nouvelles utiles pour l'amélioration des conditions de travail des bénéficiaires.

73. **Durabilité environnementale.** Le fait que le PACER soit tourné vers la croissance économique qui requiert un recours relativement important aux techniques de production et de transformation de plus en plus améliorées en termes de productivité (utilisation d'engrais chimique, de pesticides, etc.) peut faire craindre des risques environnementaux. Aussi, bien que certaines activités du projet telles que la mise en place des infrastructures (pistes, aménagement de bas-fonds, etc.) soient susceptibles de constituer des sources de perturbations des écosystèmes ou de l'environnement des populations locales, ces perturbations ne pourraient être que de portée mineure. Toutefois, il importe d'envisager leur prise en compte pour réduire autant que faire se peut leurs effets néfastes. Cela requiert de l'UCP et des partenaires de mise en œuvre davantage d'attention à l'application des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement préconisées dans le rapport de pré-évaluation notamment : i) la formation des exploitants aux bonnes pratiques agricoles, à l'utilisation des engrais et pesticides, la gestion des eaux usées et le traitement des résidus; ii) le respect des règles de chantier en matière de design et d'implantation corrects des pistes et ouvrages d'art, de déversement des déchets de chantier. Une grande attention est requise de l'UCP dans la réalisation systématique de l'examen préliminaire environnemental comme critère d'éligibilité au financement et dans la mise en place du dispositif de suivi-évaluation environnemental du PACER.

74. En conséquence et en vue d'une gestion du PACER dans le sens d'une meilleure durabilité de ses acquis, la mission reconduit les recommandations suivantes :

Tableau 7: Recommandations relatives à la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1 - Faire élaborer un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) pour le PACER	ADF, IR, CSE, Coord.	Juin 2013
2 - Veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement telles que prévues dans le Rapport de pré-évaluation et conformément au CGES	ADF, IR, CSE, Coord.	Continu

G. Autres: Prise en compte du genre

75. Le Manuel de Procédures de Gestion du Fonds d'Appui aux Filières prévoit d'assurer un maximum d'équité dans la mise en œuvre du fonds. C'est pourquoi, le PACER veille à assurer la participation des femmes et des jeunes de manière active et visible, dans toutes les phases du cycle des microprojets. Des activités spécifiques de sensibilisation ont été menées à l'endroit des jeunes et des femmes pour les informer des opportunités offertes par le projet. Sur le terrain, la mission a noté que sur le plan technique, la mise en œuvre de microprojets générés par le PACER a pris en compte les recommandations relatives à l'implication des femmes dans le choix des équipements et d'innovations technologiques dans la production comme dans la transformation pour réduire la pénibilité de certaines tâches et améliorer la qualité et la productivité ; et à accroître l'implication des jeunes

entrepreneurs ruraux (hommes et femmes) aux activités du projet en leur donnant l'accès à la subvention et au renforcement des capacités par des formations et visites d'échange. Sur 197 microprojets approuvés à ce jour, environ 4% ont été portés par des promotrices individuelles contre 36.5 % portés par des hommes et 59.5 % portés par des groupements constitués majoritairement de femmes.

76. Par ailleurs et en tirant des leçons de l'expérience du PADER pour conforter les besoins et les intérêts des femmes dans le PACER, la mission réitère les recommandations formulées lors de la mission de supervision de juin 2012 qui demeurent toujours d'actualité pour renforcer la prise en compte du genre dans le PACER. Il s'agit de : (i) revoir les programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les femmes (lecture, écriture, maîtrise des 4 opérations de calcul, détermination prix de revient et coûts de production, calcul du chiffre d'affaires prévisionnel et du bénéfice), (ii) entreprendre des formations spécifiques à l'endroit des femmes sur le développement de l'esprit entrepreneurial, le développement personnel (confiance en soi, auto-estime, auto-valorisation), les opportunités économiques de l'approche filières et la maîtrise des outils de comptabilité simplifiée et de gestion devant se traduire par la tenue de documents comptables, et (iii) promouvoir, soutenir et encourager l'émergence de MER femmes.

H. Conclusion

77. Le PACER est à sa troisième année sur une durée totale de 6 ans de mise en œuvre. A 5 mois de la revue à mi-parcours, bien que tous les dispositifs d'appui pour une bonne mise en œuvre du projet soient mis en place, les résultats globaux du projet sont peu significatifs au regard des objectifs fixés. En effet, le projet est confronté à un certain nombre de problèmes qui pourraient impacter négativement sur ses résultats si aucun effort ne vient inverser cette tendance. Ces problèmes sont liés à des facteurs internes et externes. Au nombre des facteurs internes, on peut citer : (i) les retards dans la mise en œuvre des PTBA liés à l'absence persistante d'une personne responsable de la passation des marchés au sein de l'UCP et au non respect des délais prévus dans les plans de passation des marchés, (ii) les insuffisances du système de suivi et son inefficacité malgré les outils élaborés grâce à l'appui d'un consultant du FIDA, (iii) le manque de rigueur dans le système de reddition des comptes. Les facteurs d'ordre externe concernent : (i) la réticence des IF à financer les microprojets générés par les entrepreneurs agricoles ; (ii) le financement des pistes rurales par la BOAD non encore acquis ; et (iii) les retards causés par les procédures de passation des marchés en vigueur.

78. Afin d'inverser cette tendance et de promouvoir une mise en œuvre des activités du projet orientée vers des résultats tangibles, la mission recommande :

79. A l'UCP de:

- Elaborer un plan d'action de mai à novembre avec des objectifs et des délais clairs pour adresser les causes internes au projet contribuant au retard de mise en œuvre ;
- Mettre en œuvre ce plan d'action et le réévaluer à la mi-août ;
- Mettre en application le dispositif de suivi-évaluation amélioré du PACER tant pour les activités que les résultats ; et
- Finaliser la mise en œuvre des activités préalables à une bonne exécution du PAPSFA.

80. Au Gouvernement:

- Mener des actions concrètes qui reflètent les déclarations d'intention d'améliorer les procédures d'étude des dossiers de passation des marchés au niveau du MAEP ;
- Appuyer l'UCP à finaliser les processus de mobilisation des contributions financières des co-financiers y compris la BOAD au PACER.

81. Au FIDA:

- Mobiliser l'expertise pour renforcer les capacités internes des IF à financer et suivre les microprojets ;
- Appuyer l'UCP à finaliser les processus de mobilisation des contributions financières de la BOAD au PACER.

Le FIDA et le Gouvernement du Bénin entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PACER et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Bénin	No. du projet	1331	No. du prêt/don DSF	774
Projet	Projet d'appui à la croissance économique rurale			Prêt/don DSF suppl.	8029
Date de mise à jour	2/05/2013			Conditions de financement	DHC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	06/11/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	Février 2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total	47.78	
Accord	21/07/2009	Délai d'entrée en vigueur	17.3	FIDA Total	17.92	22,61
Entrée en vigueur	01/10/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.96	22,61
Examen à mi-parcours				Don DSF		
Achèvement	31/12/2016	Dernier amendement		Don FIDA	8.96	22,61
Clôture	30/06/2017	Dernier audit	23/06/2012	Financement national total	17.26	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	2.93	1,65
				Government (National)	4.39	5,91
				Domes. Fin. Inst.	9.94	0,16
				Cofinancement total	12.60	
				BOAD	9.06	0
				FAO	0.50	0
				UNDP	3.04	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	2
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Program coordination and strategic partnership	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3

2. Composante infrastructure rurale	2	2	2. Autonomisation	4	4
3. Développement des filières	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

82. **B.1.1** Quand bien même la gestion financière est dans son ensemble satisfaisante, l'évaluation est **4 au lieu d'un 5** à cause de certains paiements destinés aux opérateurs partenaires qui se sont faits avec retard. La DANO pour le paiement du 2ème trimestre 2012 a été transmise en Janvier 2013. Retards de paiements influent négativement les prestations de services. **B.1.3** La contrepartie de l'Etat reste faible par rapport aux prévisions. Selon l'accord de financement (ou conditions générales de prêts ?) le peu de contribution et son retard peuvent constituer une cause de suspension du projet. **B.1.5.** La mission de supervision note des retards importants sur le plan de passation de marché approuvé. Certains sont dus aux lenteurs administratives mais il convient à l'équipe de prendre les dispositions nécessaires pour tenir compte de ces retards lors de la planification. **B.2.1** Il y a des sérieux retards de mise en œuvre i.e. l'évaluation des opérateurs partenaires planifiée depuis 2012 et non faite lors de mission de supervision. ; **B.2.2.** Le projet fait peu usage des rapports de suivi et évaluation dans la gestion quotidienne du projet. **B.2.3.** Il y a des retards d'exécution du PTBA avec des taux de réalisation inférieur à 50%. Au 31 Mars 2013, la mise en œuvre du PTBA 2013 s'est traduite par un faible taux d'exécution financière (12%) et physique (13,40%). **B.3.2.** La composante IR souffre toujours de la non mobilisation de la contribution de la BOAD pour le financement des pistes rurales. **B.4.4.** Les animateurs de terrain chargés d'accompagner les bénéficiaires (reconduits du PADER) n'ont toujours pas été évalués et certains n'ont plus la compétence nécessaire pour accompagner les bénéficiaires du PACER avec son orientation vers la professionnalisme et mise en marché.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	3
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'analyse du niveau d'avancement global du projet montre des performances plutôt faibles. Les taux d'exécution du budget par composante sont de 37 % pour la Composante A, 0% pour Composante B et 2.69 % pour la composante C. Les causes de ces faibles taux d'exécution du budget sont liées non seulement à la réticence des Institutions financières à financer les microprojets approuvés par les CRA et CNA mais aussi à des insuffisances opérationnelles internes au projet et aux retards causés par les procédures de la passation des marchés en vigueur en Benin.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

- C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Presque trois ans après le démarrage du projet, les faibles taux de décaissement et d'exécution financière pourraient impacter le résultat global du projet si aucun effort ne vient inverser cette tendance.
Avancement de l'exécution du projet	Certaines insuffisances opérationnelles ont été relevées (système de reddition de compte, un système de suivi et évaluation performant, et la sélection de personnes qualifiées pour les postes clés. Concernant l'aspect technique, peu de microprojets, dix-neuf (19) projets sur 197 approuvés ont été financés. La réticence des institutions financières à financer les microprojets même lorsqu'ils sont accompagné par le PACER pose un risque. En ce qui concerne les infrastructures, notamment les pistes à construire ou à réhabiliter, l'absence du co-financement de la BOAD pour les études de faisabilité des pistes à retenir (la BOAD avait accepté de le faire suite à une mission du gouvernement du Bénin à Lomé en mai 2011) porte préjudice au projet.
Produits et réalisations	Sur la Composante Appui au développement des filières, dix neuf (19) projets sur 197 approuvés ont été financés. Trois institutions financières à savoir CPEC, ASMAB et les ASF ont accepté de collaborer avec le projet. Une meilleure implication des ASF passera par un renforcement de leurs capacités financières et techniques. En ce qui concerne la composante IR, l'installation imminente des pluies risque de freiner la réalisation des travaux d'aménagement de bas-fond. En outre le long délai d'aboutissement des procédures de sélection des entreprises pour la réalisation des infrastructures de stockage et de mise en marché est un facteur de risque à prendre en compte.
Durabilité	Le partenariat avec des consortia pour la gestion des intrants agricoles et la commercialisation de la production est une approche qui garantit à terme la durabilité du système. Ce partenariat naissant est encore fragile. Les innovations susceptibles d'être générées doivent être bien mûries avant leur mise en œuvre.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandées	État de	État d'avancement
-------------------	---------------------	---------	-------------------

		calendrier	
Les insuffisances opérationnelles du projet	-Un appui technique pour la mise en place d'un système de reddition de comptes pour un meilleur suivi des activités, réduire les délais de mise en œuvre et augmenter les taux d'exécution -Un suivi pour la sélection de personnel compétents pour les poste clés : responsable de PPM, gestion de savoir -La mise en œuvre des recommandations d'appui en suivi et évaluation,	May – Décembre 2013 May – Juin May et continu	-Consultant international à Cotonou du 17 mai – 1 juin -Diviser la composante ADF en 2 sous-composante et redistribution des rôles -Sélection d'une personne interne au projet pour remplir le poste de responsable de passation de marché par intérim -Consultant international à Cotonou du 23 juin – 6 juillet -Consultant international à Cotonou May - Novembre 2013 (appuis ponctuels)
Lenteur des procédures de passation au niveau du MAEP	Continuer le dialogue avec le MAEP pour l'opérationnalisation de la nouvelle réforme relative à la passation des marchés opérée au MAEP	Toute l'année	Le FIDA a pris des dispositions pour revoir les seuils pour les différentes catégories de marché (biens, travaux et services). Des séances de travail se tiennent avec les responsables de la passation de marché du MAEP pour un traitement de dossier accéléré.
Réticence des IF à financer les MP	Capitaliser les ASF avec une partie de la subvention d'appui aux filières pour faire du crédit aux MP Rencontrer les IMF participantes et discuter des conditions de partenariat notamment le renforcement de leur capacité interne pour mieux comprendre et suivre les microprojets	Toute l'année	A réaliser
Silence persistant de la BOAD pour le financement des pistes rurales	Tout en poursuivant le dialogue avec la BOAD, identifier d'autres alternatives : 1) D'autres sources de financement pour combler le déficit de financement. 2) Redimensionner le projet	May – Oct Novembre	-Dernières négociations en cours pour se fixer sur la position définitive de la BOAD -Requête de fonds additionnels pour le PBAS 13-15 -Inclure dans les TDR de la revue à mi-parcours l'option de redimensionner le projet
Observations supplémentaires			

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté d'ici à 2016 - Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016 - Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'étude d'impact finale du PADER dans les villages retenus par le PACER - Rapport d'étude de référence dans les 20 nouveaux villages du PACER - Rapport d'étude d'impact finale du PACER - Etudes et enquêtes du SCRP - Rapport EMICoV - Rapport EDS 	
Objectif de développement du Projet/Programme:			

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Effet 1: Améliorer les performances techniques, économiques et financières des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues	<ul style="list-style-type: none"> - Le chiffre d'affaires moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement s'est accru de 25 % à la fin du projet. Le taux de rentabilité moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement a augmenté de 10% - 1600 emplois directs nouveaux créés par les MPE et les AGR - Au moins 50 % des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement sont en activité après au moins 3 ans. - Le rendement à l'ha dans les filières appuyées s'est accru de XX% <p>La mesure de ces indicateurs requiert des études spécifiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'enquête de référence du projet - Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services - Rapports d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale - Rapports d'activités du projet - Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.) - Données statistiques de l'INSAE - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Etats financiers des MPE - Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières - Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports des IMF impliquées - Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF 	<ul style="list-style-type: none"> - Le climat macro-économique est favorable au développement des MPE et des AGR rurales - La réglementation des marchés internationaux ne continue pas de freiner les exportations - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée - Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE et AGR rurales
Produits: 1.1 Les MPE et AGR rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières	<ul style="list-style-type: none"> - 400 MPE et 200 AGR ont reçu un appui à la formulation de microprojets approuvés : 197 microprojets ont été approuvés (78 MPE et 119 AGR) sur 255 soumis. - Au moins 60% des 400 MPE et 200 AGR sélectionnés ont bénéficié de l'appui financier du Fonds d'ici la fin du projet. 19 microprojets ont bénéficié de subvention du PACER pour un montant total de 13 129 400 FCFA. - Le fonds d'appui aux filières est exécuté à 80% au moins à fin 2016 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE et AGR - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Les PV des CNA et CRA 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE et AGR rurales - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<p>1.2 Les MPE et AGR rurales ont accès aux ressources de moyen et long termes mobilisées et sécurisées grâce au partenariat entre le Fonds d'appui, le FNM, les ASF et autres IMF / IF</p>	<p><i>Le taux de décaissement du FAF est très faible à ce jour (0,39%).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les IF / IMF ont participé au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs à la fin du PACER <p><i>Le taux de réalisation des contributions attendues des IF aux besoins de financement des MP est de 0,18%.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports d'activités des IF / IMF - Rapport d'audit des comptes des promoteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas climatiques ont érodé la rentabilité des activités des MPE et AGR rurales - Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée
<p>1.3 Le partenariat public privé est dynamisé en vue de la promotion des 4 filières principales et d'au moins une nouvelle filière émergente</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 60% des promoteurs de microprojets ont leurs besoins de crédit satisfaits. <p><i>9,64% des microprojets approuvés ont été financés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins une action concrète (plaidoyer) est menée conjointement par les secteurs public et privé par an - Au moins 1 nouvelle filière est appuyée : <i>Trois filières agricoles sélectionnées pour être appuyées par le guichet B (Soja, Palmier à huile, Karité).</i> - Au moins 8 conventions d'appui signées entre le projet et les prestataires de service au profit des MPE et AGR <i>A ce jour 4 conventions de partenariat ont été signées avec MSFP, CPEC, ASMAB et PADME</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'étude diagnostic des filières - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique du pays - Sécurité dans les zones d'intervention du projet.
<p>Effet 2: 1- Renforcer la structuration et les capacités des organisations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 50% des organisations professionnelles des filières retenues sont fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER 	<p>Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des</p>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
professionnelles agricoles et extra-agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Les organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles couvrent au moins 70% des zones d'intervention du PACER. - Les organes de décision des OP comportent au moins 25% de femmes et au moins 25% de jeunes <p>La structuration des OPA se poursuit</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du PACER - Rapport d'activités des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles - Rapports de la cellule de SE du MAEP 	Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles
Produits: 2.1 Les organisations professionnelles œuvrant dans les filières promues sont créées et/ou restructurées	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des OP des producteurs, des transformateurs et des commerçants existantes au niveau des filières promues sont restructurées d'ici la fin du projet - Nombre (à préciser) de nouvelles OP créées : Aucune nouvelle OP encore créée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP 	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles
2.2 Les capacités des organisations professionnelles et des IF œuvrant dans les filières promues sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des MPE et AGR des filières promues ont bénéficié des services d'appui de qualité des OP d'ici la fin du PACER : Les 19 microprojets financés continuent de bénéficier des appuis du PACER. - 75% au moins des OP et IF ont bénéficié de formations organisées par le PACER 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP 	Les interférences politiques n'affectent pas le fonctionnement régulier des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles
Effet 3: Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché	<ul style="list-style-type: none"> - Les Superficies aménagées et effectivement exploitées à la fin du projet se sont accrues de 10% dans les villages d'intervention du PACER : L'aménagement des bas-fonds n'a pas encore été effectué. - Nombre de producteurs exploitant les bas fonds aménagés a augmenté de 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du 	Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<p>10% dans les villages d'intervention du PACER : <i>Aucun producteur pour le moment.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le volume de produits agricoles transportés par kilomètre de piste aménagée a augmenté de 10% : <i>La réhabilitation des pistes n'a pas encore démarré.</i> - Au moins 80% des infrastructures marchandes réalisées sont valorisées <i>Les 26 infrastructures déjà réalisées sont toutes valorisées.</i> 	<p>PACER</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activités des ADV et des mairies - Rapports de la cellule de SE du MAEP 	
<p>Produits:</p> <p>3.1 Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 250 Km de pistes rurales construites/réhabilitées à la fin du projet et fonctionnelles : <i>La réhabilitation des pistes n'a pas encore démarré.</i> - Nombre (à préciser) de localités desservies par les pistes aménagées : <i>Aucune localité desservie pour le moment.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR, des CeRPA et de la DGTP 	<ul style="list-style-type: none"> - Les fonds du bailleur sont disponibles dans les délais pour la mise en œuvre - Les aléas climatiques ne n'affectent pas le calendrier d'exécution des travaux
<p>3.2 Le potentiel productif irrigable est aménagé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 420 ha de bas-fonds aménagés à la fin du projet et fonctionnels : <i>L'aménagement des bas-fonds n'a pas encore été effectué.</i> - 1640 producteurs exploitent les bas-fonds aménagés : <i>Aucun producteur pour le moment.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR et des CeRPA 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas climatiques ne n'affectent pas le calendrier d'exécution des travaux
<p>3.3 Des infrastructures de collecte</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 7500 m² d'infrastructures marchandes réalisées d'ici la fin du 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas climatiques ne n'affectent pas le calendrier d'exécution des

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
primaire, de stockage, et de mise en marché sont réalisées et sont fonctionnelles	<p>projet : 1448,04 m² d'infrastructures marchandes sont construites jusqu'à ce jour.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des infrastructures réalisées sont valorisées d'ici la fin du projet : les 1448,04 m² d'infrastructures marchandes sont actuellement valorisés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR et des CeRPA 	travaux
<p>Effet 4:</p> <p>Assurer un management performant du projet et un partenariat stratégique bénéfique avec les autres institutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La planification opérationnelle du projet est exécutée à 80% au moins d'ici 2016 : le taux d'exécution physique cumulé par rapport au RPE est de 17,45%. - Le taux de consommation des ressources financières du PACER est supérieur à 80% d'ici la fin du projet. : Actuellement le taux de décaissement est de 10,78%. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et bilans annuels - Rapport de mi parcours - Enquêtes de référence et d'impact - PV des Comités de pilotage 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique du pays - Sécurité dans les zones d'intervention du projet.
<p>Produits:</p> <p>4.1 La mobilisation des ressources, la planification des activités et leur mise en œuvre sont efficaces et efficientes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de jours moyen de retard sur les deadline de soumission des PTBA au FIDA est inférieur à 30 jours. - Le délai moyen d'approbation des DRF est inférieur ou égal à 45 jours : 30 jours actuellement. - Le délai moyen d'approbation des DANO est inférieur ou égal à 15 jours : - 100% des rapports d'activités et des PTBA élaborés par l'UCP du projet reçoivent le quitus du comité national de pilotage : Les rapports déjà élaborés ont été tous validés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports financiers. - Rapports périodiques du projet - PV du Comité national de pilotage - Rapports de supervision et d'audit - Rapports de suivi-évaluation - Rapport à mi-parcours 	Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu
4.2 Le système de suivi-évaluation du projet est performant	<ul style="list-style-type: none"> • Les rapports périodiques et les tableaux de bord des indicateurs sont produits dans les délais prévus • Le système de suivi-évaluation est mis en cohérence avec celui du MAEP • Au moins 4 visites de terrain sont réalisées par la CSE du projet par an : Une visite déjà réalisée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports financiers. - Rapports périodiques du projet - PV du Comité national de pilotage - Rapports de supervision et d'audit - Rapports de suivi-évaluation - Rapport à mi-parcours 	Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
4.3 Une complémentarité/synergie des actions entre le projet et les partenaires stratégiques est assurée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les évaluations thématiques prévues (à préciser) sont réalisées : <i>Aucune pour le moment.</i> • Des réalisations communes et complémentaires sont visibles sur le terrain : <i>Non disponible.</i> • Au moins 10 partenariats stratégiques sont opérationnels : <i>9 conventions de partenariats déjà signés.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'études thématiques / enquêtes - Rapports financiers. - Rapports périodiques du projet - PV du Comité national de pilotage - Rapports de supervision et d'audit - Rapports de suivi-évaluation - Rapport à mi-parcours Rapports d'études thématiques / enquêtes	Les fonds de contrepartie du gouvernement sont disponibles selon le budget prévu

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet				
<i>Vue d'ensemble</i>				
<i>Avancement</i>				
	23. Renforcer les capacités des têtes de pont des consortiums en planification et gestion de leurs entreprises.	Octobre 2013	R/ADF/UCP	
	24. Renforcer les capacités des responsables communaux en techniques de mobilisation des ressources (locales et extérieures) pour la mise en œuvre des PDMT élaborés pour leur commune,	Juin 2013	R/ADF/OPP	
	25. Faire auditer les rapports de PDMT de la première génération afin de privilégier les cabinets ayant produit les rapports de meilleure qualité pour l'élaboration des PDMT de 2 ^e génération	Juin 2013	Coord/UCP	
	26. Réduire à la baisse le nombre de PDMT à élaborer	Juin 2013	Coord/UCP	
	27. Mettre en place un dispositif de semenciers pour le soja	Août 2013	R/ADF	
	28. Prendre contact avec l'INRAB et le Centre de production de semences de soja de Tamalé (Ghana) pour approvisionner les semenciers en variétés à hauts rendements	Août 2013	Coord./R/ADF	
	29. Etablir un partenariat avec le laboratoire de microbiologie (FSA/UAC) pour la production d'inoculum et la formation des producteurs et SAE/OPP	Août 2013	Coord/R/ADF	
	30. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour réorganiser et/ou redéployer le personnel du Programme-Cadre en fonction des besoins et compétences disponibles et mettre en place un système de reddition de compte performant	Mai 2013	Coord./ RAF/Point focal FIDA	
	31. Pourvoir les postes manquants et prioritaires: RPM, GS,	Juillet 2013	Coord./ RAF/Point focal FIDA	
	32. Elaborer et exécuter un plan d'action pour mettre en œuvre les acquis de la formation sur la gestion axée sur les résultats et impacts	Mai 2013	Coord/RSE/Point focal	
	33. Elaborer un plan d'action contenant les objectifs poursuivis dans les délais attendus du partenariat PROCAR – ProCAD pour le développement du sous secteur des semences	Juin 2013	Coord	
	34. Organiser la validation du manuel de S&E et des outils y afférents et les rendre opérationnels	Mai 2013	FIDA/Coord/RSE	
	35. Développer et mettre à la disposition des opérateurs partenaires un canevas de rapport et exploiter les rapports dûment remplis	MAI 2013	RSE	

Transition FR - PA PSFRA	36. Participer aux réunions des opérateurs avec les URA afin d'avoir un meilleur suivi contrôle du travail des opérateurs auprès des bénéficiaires du projet – A commencer avec la 1ere réunion mensuelle post supervision	Initier Juin 2013	R/URA
	37. Mettre en place les documents d'évaluation et de gestion des groupements et les analyser pour un meilleur suivi des résultats et de l'appui reçu.	Juillet 2013	R/URA
	38. Revoir les modalités d'appui aux activités de maraîchage notamment l'adaptation des équipements aux contextes des activités des bénéficiaires et, mettre en place au besoin, les investissements structurants nécessaires pour cette culture	Immédiatement	R/ADF/IR
	39. Finaliser et envoyer le projet d'arrêté relatif à la gestion des infrastructures en cours d'élaboration à la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire (DGAT), aux Maires et aux Préfets.	Immédiatement	OZA pour finalisation, URA pour suivi, Coordonateur pour partage avec ANCB et Préfets
	40. Par rapport aux PDMT, évaluer la mise en œuvre des PDMT/PAO, le rôle jouer par chaque partie prenante (Commune, organisation paysanne, projet, etc...)	Octobre 2013	R/ADF
	41. Poursuivre l'utilisation de l'approche d'appels d'offres locaux en constituant des lots par région d'URA pour les travaux relevant du seuil de compétence de l'UCP	Immédiatement	R/IR
	42. Engager les procédures de passation des marchés en début d'exercice	Permanente	R/IR
	43. Interpeller la Cellule Bas-fonds de la Direction du Génie Rural (DGR) à travers le SG pour discuter des problèmes de lenteur lors des traitements de dossier	Immédiatement	R/IR t
	44. Renforcer les ASF pour qu'elles puissent faire le refinancement des microprojets des bénéficiaires	Immédiatement	R/FR
	8. Soumission du dossier d'agrément des ASF	Fin mai 2013	R/FR
	9. Formation des ASF sur la nouvelle réglementation	Mai 2013	R/FR
	10. Formation des ASF sur le nouveau référentiel comptable	Mai 2013	R/FR
	11. Tenir l'assemblée générale des ASF pour discuter autour du financement des MP du PACER et sur la problématique de la gouvernance dans les ASF	Juin 2013	R/FR
	12. Obtenir l'agrément auprès du Ministère des Finances –	Novembre 2013	R/FR
Produits	13. Obtenir des ASF le financement de 50 microprojets pour une valeur de crédit de 50 Millions de F CFA environ	Juillet 2013	R/FR
	14. Définir les TDR et identifier le consultant pour renforcer la capacité de 4 IMF partenaires à financer les microprojets agro-industriel portant sur les filières appuyées par le PACER	Juillet 2013	R/FR

Durabilité	11. Rédiger les TDR pour contractualiser une expertise pour valider la qualité des 197 MP approuvés	Juin 2013	Coord./R/ADF
	12. Contractualiser l'expertise et évaluer les dossiers de MP	Juillet 2013	Coord./R/ADF
	13. Recruter un cabinet pour évaluer la qualité des dossiers de microprojets soumis aux CRA et CNA	Juin 2013	UCP
	14. Prioritairement faire financer les meilleurs MP par les ASF	Juillet 2013	FR/ADF
	15. Faire financer les MP restants par les IMF partenaires	Juillet 2013	Coord./R/ADF/FR
	16. Finaliser le processus d'évaluation des OPP, OPS, SAE et animateurs avec l'assistance d'un cabinet local et d'un consultant international	Juin 2013	UCP
	17. Définir des indicateurs clairs permettant de mesurer la contribution des différents maillons du dispositif de suivi (OPP/OPS, URA, UCP) à l'atteinte des résultats attendus du projet et envisager des sanctions conséquentes	Juin 2013	Comité de Pilotage/UCP
	18. Revoir la stratégie de financement des microprojets	Juillet 2013	FIDA/UCP
	19. Clarifier définitivement l'effectivité ou non de la participation des différents bailleurs au projet notamment la BOAD, le PNUD et la FAO.	Immédiatement	FIDA/UCP
	20. Faire une proposition d'appui pour la filière maraichage qui inclurait le financement d'investissement structurant par le projet.	Juin	UCP
	1. Faire élaborer un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) pour le PACER	Juin 2013	ADF, IR, CSE, Coord
	2. Veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement telles que prévues dans le Rapport de pré-évaluation et conformément au CGES	Continu	ADF, IR, CSE, Coord
	10. Paramétrer le logiciel pour la saisie du COSTAB	30/06/2013	RAF/Comptable/Fournisseur
	11. Recruter un cabinet pour évaluer la valeur des immobilisations PADER à reverser au PACER	30/06/2013	RAF/ Comptable
	12. Régulariser les contrats du personnel PADER avec TDR clairement définis et critères de performance	31/05/2013	RAF/ Comptable
	13. Développer un plan pour le personnel non prévu au départ dans le PACER et le mettre à exécution	31/05/20	UCP 13
	14. Faire une nouvelle planification des activités prioritaires de mai à décembre 2013 et mise à jour du PPM	15/05/2013	UCP /RPM
	15. Créer une commission pour envisager de garder ou sortir certains bailleurs dans le plan de financement du PACER	31/07/2013	UCP/Ministère/FIDA
	16. Soumettre le PTBA mis à jour de 2013 à ANO FIDA	31/05/2013	UCP
Aspects fiduciaires	17. Pourvoir le poste de responsable de la passation des marchés par redéploiement interne	30/06/2013	UCP
	18. Soumission du rapport d'audit 2012	30/06/2013	RAF/Comptable

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/		Période: à				Objectif fixé au moment		
Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	de la préévaluation	%
Composante 1 : Appui au développement des filières								
Sous-composante 1 : Fonds d'appui aux filières agricoles	Nombre d'institutions financières sélectionnées		0	0		4	5	80,00
	Nombre de sessions de formation spécifique au profit des SAE		1	0	0,00	0	2	0,00
	Nombre de sessions de formation en Rural Invest		1	0	0,00	0	2	0,00
	Nombre de missions d'appui assurance qualité Rural Invest		0	0		0	2	0,00
	Nombre de sessions des comités d'approbation		11	0	0,00	6	64	9,38
	Nombre de micro-projets examiné pour hommes		300	0	0,00	88		
	Nombre de micro-projets examiné pour femmes		200	0	0,00	10		
	Nombre de micro-projets examiné pour groupements		100	0	0,00	133		
	Nombre d'ateliers d'auto-evaluation annuelle du fonds d'appui aux filières		1	0	0,00	0	2	0,00
	Nombre d'audit annuel du portefeuille du fonds d'appui aux filières		1	0	0,00	0	5	0,00
	Contribution du PACER au guichet A		112 190 000	3 353 000	2,99	0	2 501 782 000	0,00
	Contribution des bénéficiaires au guichet A		26 450 000	3 496 455	13,22	0	889 207 000	0,00
	Contribution des IMF au guichet A		130 010 000	5 041 500	3,88	0	3 309 535 000	0,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - Jus d'ananas)		1	0	0,00	0	50	0,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - séchage d'ananas)		1	0	0,00	0	25	0,00
	Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		5	0	0,00	0	25	0,00
	Nombre de Jeunes (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		8	0	0,00	0	25	0,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles de séchage de fruits et légumes)		1	1	100,00	0	25	0,00
	Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de gari)		1	0	0,00	3	100	3,00

Nombre de Groupement féminin (Unités semi-industrielle de production de gari)		1	0	0,00	0	40	0,00
Nombre de Jeunes (Unités semi-industrielles de production de gari)		1	0	0,00	0	10	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de gari)		8	2	25,00	0	100	0,00
Nombre de MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de farine de manioc)		1	0	0,00	0	50	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités semi-industrielles - de production de farine de manioc)		1	0	0,00	0	25	0,00
Nombre de Groupement féminin (Unités traditionnelles de production de farine de manioc)		1	0	0,00	0	125	0,00
Nombre de MER de transformation artisanale de riz		5	0	0,00	0	10	0,00
Nombre de MPE de transformation semi-industrielle du Riz		5	0	0,00	0	15	0,00
Nombre de Groupement féminin de transformation semi-industrielle du Riz		1	0	0,00	0		
Nombre de Jeunes pour transformation semi-industrielle du Riz		5	0	0,00	0		
Montant alloué aux unités semi-industrielles - Jus d'ananas)		40 000 000,0	0	0,00	0	2 400 000 000	0,00
Montant alloué aux unités semi-industrielles - séchage d'ananas)		7 000 000,0	0	0,00	0	600 000 000	0,00
Montant alloué aux groupements féminins (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		12 500 000,0	0	0,00	0	387 500 000	0,00
Montant alloué aux Jeunes (Unités traditionnelles de transformation d'ananas)		20 000 000,0	0	0,00	0	387 500 000	0,00
Montant alloué aux MPE (Unités semi-industrielles de séchage de fruits et légumes)		3 000 000,0	0	0,00	0	70 000 000	0,00
Montant alloué aux MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de gari)		7 000 000,0	0	0,00	0	700 000 000	0,00
Montant alloué aux groupements féminins (Unités semi-industrielle de production de gari)		4 500 000,0	0	0,00	0	96 290 000	0,00
Montant alloué aux jeunes (Unités semi-industrielles de production de gari)		4 500 000,0	0	0,00	0	56 860 000	0,00
Montant alloué aux groupements féminins (Unités traditionnelles de production de gari)		4 800 000,0	0	0,00	0	96 290 000	0,00
Montant alloué aux MPE (Unités semi-industrielles - avancées de production de farine de manioc)		7 000 000,0	0	0,00	0	865 000 000	0,00

	Montant alloué aux groupements féminins (Unités semi-industrielles - de production de farine de manioc)	5 500 000,0	0	0,00	0	166 375 000	0,00
	Montant alloué aux groupements féminins (Unités traditionnelles de production de farine de manioc)	350 000,0	0	0,00	0	865 000 000	0,00
	Montant alloué aux MER de transformation artisanale de riz	2 500 000,0	0	0,00	0	25 000 000	0,00
	Montant alloué aux MPE de transformation semi-industrielle du Riz	20 000 000,0	0	0,00	0	946 000 000	0,00
	Montant alloué aux groupements féminins de transformation semi-industrielle du Riz	4 000 000,0	0	0,00	0	8 600 000	0,00
	Montant alloué aux jeunes pour transformation semi-industrielle du Riz	20 000 000,0	0	0,00	0	8 600 000	0,00
	Contribution du PACER au guichet B	0	0		0	890 000 000	0,00
	Contribution des bénéficiaires au guichet B	0	0		0	222 500 000	0,00
	Contribution des IMF au guichet B	0	0		0	1 112 500 000	0,00
Sous-composante 2 : Appui à la professionnalisation des acteurs	Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE	0	0		0	2	0,00
	Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER	0	0		3	3	100,00
	Nombre de formateurs SAE formé en module CREE	0	18		18	19	94,74
	Nombre de formateurs SAE formé en module GERME	0	18		18	19	94,74
	Nombre de MPE ayant reçu une formation générale en CREE et GERME	75	0	0,00	0	600	0,00
	Nombre de MPE ayant reçu une formation spécialisé en CREE et GERME	0	0		0	600	0,00
	Nombre de MPE suivi et accompagné	400	0	0,00	0	600	0,00
	Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE	75	0	0,00	0	600	0,00
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE	5	0	0,00	0	20	0,00
	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR	5	0	0,00	0	20	0,00
	Nombre de voyage d'études effectué par les MPE	0	0		0	4	0,00
	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR	0	0		0	1	0,00
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales	3	0	0,00	0	30	0,00
	Nombre de sessions de formation des semenciers maraîchers	1	0	0,00	1	1	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères	32	0	0,00	32	32	100,00
	Nombre de personnes formées sur les semences maraîchères	28	0	0,00	28	28	100,00
	Nombre de participation aux foires et expositions	4	0	0,00	1	6	16,67

	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA		6	0	0,00	0	6	0,00
	Nombre de sessions annuelles de recyclages des TS et CA		0	0		0	18	0,00
	Nombre de formation initiale au profit des formateurs endogènes		0	0		0	30	0,00
	Nombre de sessions annuelles au profit des formateurs endogènes		0	0		0	30	0,00
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1					2,69			11,09
Composante 2 : Infrastructures rurales								
	Nombre de km de pistes réalisées		0	0		0	250	0
	Superficie de bas-fonds aménagé		93	0	0	0	420	0
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise en marché réalisée		3493	0	0	1344,84	7 500	17,93
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2					0			8,97
Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques								
	Audit des comptes		1	0	0	1	6	16,67
	Mission de supervision		2	1	50	5	12	41,67
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables		0	0		1	1	100,00
	Manuel des opérations techniques		0	0		1	1	100,00
	Système de suivi-évaluation		1	1	100	0	1	0,00
	Mission d'évaluation à mi-parcours		1	0	0	0	1	0,00
	Mission d'évaluation finale		0	0		0	1	0,00
	Partenariats stratégiques noués		0	0		0	20	0,00
TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3					37,5			32,29
TAUX D'EXECUTION GLOBAL					13,40			17,45

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	8962	2086.42	23,28
Don FIDA	8962	2086.42	23,28
Co financier	12600	0,00	0,00
Gouvernement	4388	259,31	5,91
Contribution National	12868	64,40	0,50
Total	47780	4496,55	9,41

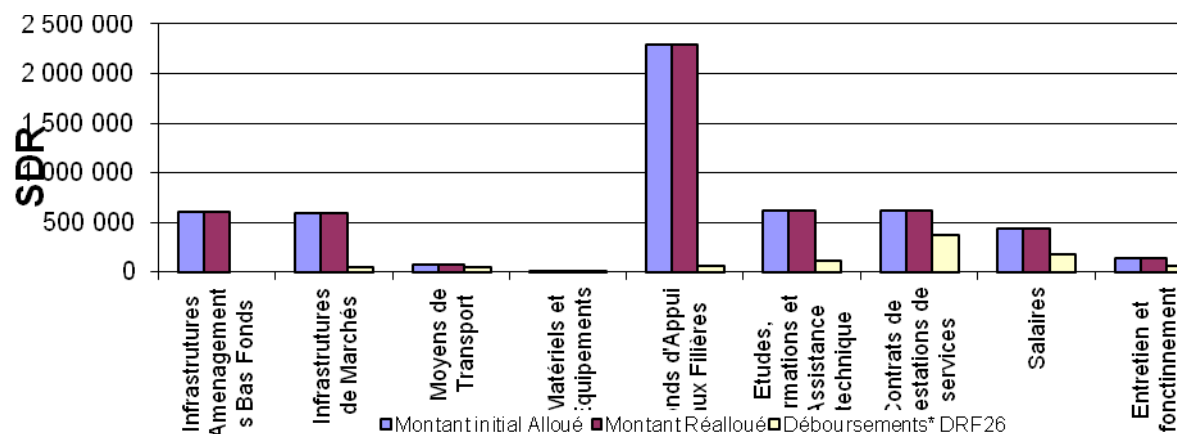
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinancier			Gouvernement			Contribution national 1			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%
	effective			effective			effective			effective			effective			effective		
A. Appui au développement des filières (ADF)	5802,50	779.58	13.43	5802,50	779.58	13.43	3450,00	0,00	0,00	1414,00	146,39	10,35	12435,00	62,64	0,50	28904,00	1977,00	6,84
B. Infrastructures rurales (IR)	1971,50	109.35	5.54	1971,50	109.35	5.54	9060,00	0,00	0,00	2403,00	0,00	0,00	433,00	1,76	0,41	15839,00	435,26	2,75
C. Coordination et partenariats stratégiques	1188,00	496.78	41.81	1188,00	496.78	41.81	90,00	0,00	0,00	571,00	112,92	19,78				3037,00	1316,49	43,35
dépenses en cours d'affectation par composantes (DRF 1)		700,00			700,00												1400,00	
Total*	8962,00	2086.42	23.28	8962,00	2086.42	23.28	12600,00	0,00	0,00	4388,00	259,31	5,91	12868,00	64,40	0,50	47780,00	4496,55	9,41

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 31 Mars 2013 jusqu'à DRF 27)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement (DRF 27)	Solde	Décaissement (%)
Ia	Infrastructures Aménagements Bas-fonds	600 000	600 000	0,00		600 000,00	0,00
Ib	Infrastructures de marchés	590 000	590 000	49 117,80	41021,55	499 860.65	15.28
II	Moyens de transport	80 000	80 000	53 529,88		26 470,12	66,91
III	Matériels et Equipements	10 000	10 000	11 975,59		-1 975,59	119,76
IV	Fonds d'Appui aux filières	2 295 000	2 295 000	65 539,90	21926,11	2 207 534	3.81
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	625 000	117 923,84	16313,43	490 762.73	21.48
VI	Contrats de prestations de services	620 000	620 000	367 904,99	44501,06	207 593.96	66.52
VII	Salaires	440 000	440 000	172 253,48	38455,31	229 291.21	47.89
VIII	Entretien et Fonctionnement	140 000	140 000	67 084,64	15620,21	57 295.15	59.07
	Non alloué	600 000	600 000	0,00		600 000,00	0,00
	Dépôt initial DRF 1			451 391,96		-451 391,96	-
	Total	6 000 000	6 000 000	1 356 722,08	177 837,67	4 465 440.27	25.58
				Tx = (22,61%)			

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action / Objectif	Niveau d'exécution / Date	Observations
Section 2.03 Compte Special	L'Emprunteur ouvre et tien, pour le financement du projet, un compte spécial du pret et du don en FCFA auprès de BCEAO	2010	Respecté	
Section 3.02 c) Programmes de travail et Budget Annuels	Le PTBA sera soumis au Fonds pour commentaires et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Projet considérée	Le PTBA du 2013 est en cours de préparation	Une première version a déjà été préparée et discutée
Section 4.02 Rapports d'activités	L'Agent principal du projet soumet au Fonds des rapports d'activités sur l'exécutions du projet, prévus à la Section 8.02 (Rapports d'activités) des Conditions générales, dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du projet de six mo	Dans les trois mois après chaque semestre	Respecté pour le premier semestre du 2012	Les données financières sont à compléter dans le dernier rapport semestrielle
Section 4.05 Rapport d'achèvement	L'Agent principal du projet soumet au Fonds, dans un délai raisonnable et au plus tard dans les six mois suivant la date d'achèvement du projet, le rapport d'achèvement du projet prévu à la Section 8.04 des Conditions Générales	30/06/2017		Pas encore dû
Section 5.01 Etats financiers	L'UCP prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Projet prévus à la Section 9.02 (Etats financiers) des Conditions générales	Dans les trois mois suivant la fin de chaque année fiscale	Respecté	
Section 5.02 Rapports d'Audits	L'emprunteur présente une copie certifiée du Rapport d'Audit.	Six mois suivant la fin de l'année fiscale	Respecté pour l'année fiscale 2011	

Appendice 7: Gestion des savoirs : apprentissage et innovation

Apprentissage

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Le PACER innove dans son approche d'intervention. La stratégie filière qu'elle a adoptée donne la possibilité de mener des actions ciblées et adaptées. Le concept de consortiums qu'elle tente d'opérationnaliser est une véritable innovation. Cette approche entraînera non seulement une professionnalisation des acteurs, mais aussi l'organisation des producteurs pour la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leur accessibilité au financement et aux marchés. Les PDMT et PAO qui sont élaborés permettront aux organisations paysannes de mener leurs activités sur la base d'une planification et d'une vision claires pour les filières retenues.